le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Syndicalisme ou collaboration

Nos singes ricanent

Collage d'Éric Coulaud

M 02137 - 1422 - F: 2,00 €

2€

ISSN 0026-9433

« Liberté et travail, voilà les conditions du socialisme (anarchiste, communiste ou autres), comme de tout progrès humain, du reste. »
Errico Malatesta, in Pensiero e Volontà, 1926.

hebdo n° 1422
du 19 au 25 janvier 2006

Sommaire

Retour à **l'école d'avant-hier,** par Virginie, *page 4*

Arsenal juridique et internet, par L. Bosal, *page 5*

Une autruche fait-elle le printemps ? par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves **tous azimuts,** *page 6*

Belgique, **trop de patrons !,** par Hertje, *page 7*

Contre toutes les guerres, **journée d'action internationale**, par l'IFA, *page 8*

Bienvenue dans un **monde meilleur,** par J.-P. Levaray, *page 9*

Contre le **Lyon-Turin,** par la Liaison FA Chambéry, *page 11*

Anges partout, **humains nulle part,** par N. Potkine, *page 14*

L'artiche des ratichons, par J. Langlois, *page 15*

L'ascenseur social, **la France d'en bas et d'en haut,** par L. Dand'ré, *page 17*

Secret et violence de Georg K. Glaser, par P. Sommermeyer, *page 18*

Paroles antimilitaristes, collages d'É. Coulaud, par Paco, *page 19*

Ici l'ombre, chroniques alternatives, *page 20*

Les rencontres de la librairie du Monde libertaire, *page 21*

Radio libertaire, vie du mouvement, *page 22*

Agenda, *page 23*

Erratum :

La semaine dernière, dans *le Monde libertaire*, n° 1421, cette photo, publiée en page 4, représentant les salariés de Saint-Ouen refusant les propositions de la direction d'AREVA (ex-Alstom) le 5 janvier dernier à Lyon, était de Daniel Maunoury.
Les responsables de cette faute professionnelle ont naturellement été fusillés sur-le-champ. Leurs familles ont été mises à l'amende pour payer les balles (une souscription est ouverte).

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 nos ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN : FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08 – Fax : 01 49 29 98 59

Directeur de publication : Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

Editorial

Les Wampas, groupe musical qui manie « furia punk et candeur yé-yé » depuis presque vingt ans, veut embastiller le président de la République. Diable, vaste programme ! C'est dans une chanson de leur dernier CD (disponible bientôt dans les bacs !) qu'un garçon raconte que sa copine ne fantasme que sur un truc : « La seule chose qui lui ferait plaisir / Ce serait de voir Chirac en prison. »

Dans le marathon qui s'accélère pour la présidentielle de 2007, ça ajoute du piment à l'esprit sportif ! Dans cette période de l'année qui allie faux-culs et ronds de jambe dans la sacro-sainte coutume des bons vœux, ça peut être accomodé à toutes les sauces.

Certes, taper sur une ambulance comme Jacques Chirac peut sembler aujourd'hui un peu vain, mais pour autant la vengeance n'est-elle pas un plat qui se mange froid ?

En fait, la cible qui s'affiche en surimpression sur tous les écrans médiatiques, effaçant le locataire actuel de l'Élysée et ses divers ministres, c'est le prédateur de l'extrême droite, est-il besoin de le nommer : « le Petit Nicholas ».

Paraphrasant presque Louis XIV, un quotidien hexagonal du matin a pû lui faire dire : « L'État ce sera moi. » Le monarque absolu copié dans une version outre-Atlantique de l'autocratie qu'il n'a pas connue. Durcis-sement de la politique sécuritaire, présidentialisation accrue du régime, on connaît le libéralisme bon teint qui reprend les idées de la droite extrême. Le dernier bruit qui court serait des ponctions habiles dans les fonds publics pour la future campagne de l'actuel minitre de l'Intérieur !

Pour faire place nette à l'ascension du « futur » monarque, un baron de l'UDF a même demandé dans une tribune libre à Jacques Chirac de démisionner de son mandat, arguant du fait que « la France ne l'écoute plus ». Où sont les alliances, à qui profite le crime ?

Et pendant ce temps-là, la règlementation des soldes divise le gouvernement.

À gauche, les Verts se tâtent pour José Bové, le PC navigue à vue, la LCR marque son empreinte dans les médias et Ségolène Royal peaufine son image au Chili.

Ohé les Wampas, au lieu de tirer sur les vieux, pensez aussi aux jeunes comme cibles de vos chansons !

2006

Amiens ou Vichy ?

Ce titre un peu étrange n'est pas une invitation à des choix touristiques, mais plutôt à une réflexion sur deux orientations politiques et syndicales totalement opposées.

Fabrice

groupe La Sociale

À Amiens (plus exactement, d'ailleurs, à Noyon) s'est tenu, du 8 au 16 octobre 1906, le 9e congrès de la CGT qui adopta une motion (830 voix pour, 8 contre, un blanc) : la fameuse charte d'Amiens.

Ce texte est d'une importance cruciale pour le syndicalisme car il consacre sa maturité par rapport à l'État et aux organisations politiques de tous poils. Il détermine aussi précisément ce que doit être l'action syndicale : « Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des salariés par la réalisation d'améliorations immédiates telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme. Il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste. » Les choses étaient claires...

À Vichy, à l'inverse, pendant la funèbre période de la Collaboration, la lutte de classes est niée, et la charte du Travail entend rassembler dans un « même corps » patrons et ouvriers, exploiteurs et exploités. Certains syndicalistes se prêteront à cette sinistre farce.

Même si les périodes sont différentes, les salariés ne sont-ils pas aujourd'hui dans l'obligation de choisir entre ces deux orientations ?

La baisse du coût du travail pour préserver ou augmenter les profits reste plus que jamais le fil à plomb du patronat et de l'État. Nul doute que cette politique va se poursuivre et s'amplifier en 2006 :

Attaque contre le salaire direct, tant dans le privé que dans le public, et indirect (nouvelle contre-réforme annoncée par Chirac visant la Sécurité sociale), mise en cause des statuts et des conventions collectives, licenciements dans le privé, dégraissage et redéploiement dans le public où la loi organique relative à la loi de finance (LOLF) est une véritable arme de guerre contre les fonctionnaires; privatisations, transfert de personnel (Équipement, Éducation nationale, etc.), délocalisations, etc. Sans parler de l'apprentissage dès 14 ans, de la précarité galopante dans tous les secteurs et des nouveaux coups portés aux chômeurs. De ce point de vue, l'accord Unedic qui vient d'être signé par trois syndicats (CFTC, CFDT et, finalement, CGC) et le Medef, va aggraver encore la situation de

nombreux salariés privés d'emploi. Cerise sur le gâteau, on nous apprend que la fameuse directive Bolkenstein sur les services, loin d'être enterrée, est en cours d'examen au parlement européen qui se prononcerait définitivement sur le sujet le 15 février prochain !

Et Villepin qui nous invite, lors de ses vœux, à ne pas perdre de vue l'importance de « l'humour et de la tendresse » !

En face, quelles forces ? Malheureusement, dans la droite ligne des défaites annoncées, voire programmées à la SNCM, à la RTM ou à EDF, les confédérations syndicales semblent disposées à empêcher toute résistance d'envergure. Certes, on va occuper les troupes : la CGT annonce une « grande journée interprofessionnelle d'actions et de mobilisation » le 31 janvier, ce qui, en langage clair, signifie une journée... bidon. Une manifestation à Strasbourg est prévue aussi le 14 février, mais dans le cadre de la Confédération européenne des syndicats (CES) ; les pouvoirs en place n'ont pas trop de souci à se faire. Bref, tout ce petit monde va nous expliquer qu'il est urgent de ne rien faire de sérieux et qu'il ne nous reste donc plus qu'à attendre les élections de 2007.

La CFDT, qui tiendra congrès à Grenoble du 12 au 16 juin, est moins utile désormais pour le pouvoir, grillée qu'elle est par sa trahison sur la question des retraites en 2003 et par la vague de départs que cela a provoqué (environ 60 000) et que cela provoque encore (le syndicat de la Métallurgie de l'Hérault vient de se désaffilier). Ce qui rend d'ailleurs Chérèque d'autant plus agressif envers les salariés qui résistent. On se souvient de ses propos haineux contre les cheminots lors de leur dernière grève.

Mais la question centrale reste le positionnement de la CGT qui, elle aussi, va connaître un congrès cette année, à Lille, en avril prochain. La ligne Thibault, mise en minorité en février 2005 lors d'un CCN (sorte de parlement de l'organisation) va-t-elle sortir renforcée ou affaiblie ? Thibault, « l'opposant raisonnable », va-t-il pouvoir continuer sa politique de « CFDTisation » de la CGT, à l'inverse de ce que souhaitent sur le terrain de nombreux militants CGT ? À voir. Pour certains, si Thibault devait être mis en difficulté lors de son congrès, cela serait un « deuil national ». Ce n'est pas un militant CGT qui parle ainsi mais Jacqueline de Closmadeuc, directrice d'une société de conseils aux patrons qui, lors d'un forum de chefs d'entreprise le 5 décembre dernier, s'est extasiée en parlant du leader de la CGT qui y était invité : « Il est formidable, j'ai adoré ! »

Il est grand temps, à la CGT comme ailleurs, que les salariés reprennent en main leurs affaires pour s'opposer, y compris par la grève générale, à « toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière » (charte d'Amiens).

F.

Retour à l'école d'avant-hier

On est à l'époque des déclarations fracassantes pour brosser l'électorat en mal de sécurité dans le sens du poil. Cela aurait pu être une simple déclaration, mais la circulaire de De Robien vient de sortir : appel des enseignants à l'ordre, interdiction de la méthode globale dans les écoles, désignée comme la cause de l'échec scolaire et par, extension, des problèmes d'intégration d'un certain nombre de jeunes.

Double imposture :

La méthode globale incriminée n'est appliquée nulle part en France. Celle qui est majoritairement utilisée est un mode d'approche dit « mixte », mélangeant apprentissage global et syllabique, avec une forte tendance à développer des méthodes basées sur la littérature jeunesse.

Autre mensonge : le niveau de maîtrise de la langue baisserait, alors que les chiffres restent stables (autour de 10 % des jeunes évalués dans le cadre de la journée d'appel du ministère de la Défense (JAPD) ont des difficultés à des degrés divers avec la lecture).

Sans aucune connaissance du terrain, au mépris de liberté pédagogique et de toute concertation avec les chercheurs et les enseignants, de Robien mène une bataille idéologique contre tous ceux et celles qui considèrent que l'apprentissage en général et l'accès à la maîtrise de la langue en particulier est un facteur d'émancipation.

Entre l'école de l'obéissance, de l'abrutissement par l'apprentissage par cœur, l'absence de sens et de réflexion d'un côté (caractérisée par les méthodes purement syllabiques, le B-A-BA) et l'école de l'esprit critique et de l'accès à la culture pour tous de l'autre, le gouvernement a fait son choix.

Depuis plus de cinquante ans, des enseignant-e-s sur les traces de Célestin Freinet, et, plus récemment, l'Association française pour la lecture, ont réussi, par leurs pratiques, à développer la prise en compte de la nécessité d'aborder l'apprentissage de la lecture par des textes ayant un sens, le développement chez les enfants d'un comportement de lecteur. Cet effort s'accompagne souvent d'une ambition culturelle, en développant les bibliothèques d'école.

Les causes de l'échec scolaire, et de l'illettrisme en particulier, sont depuis Baudelot et Establet, largement identifiées. À part dans de rares cas de handicap, ils sont la conséquence de la misère sociale. Cette misère est bien sûr économique mais porte aussi sur la représentation et le statut social de la lecture : présence de livres dans la maison, recours à la lecture comme source d'information, de plaisir, d'apport culturel.

Ces causes identifiées, il est évident que l'école seule ne peut les changer, même si elle pourrait éviter d'aggraver les inégalités sociales (orientations précoces, pratiques autoritaires, négation des droits des enfants et des jeunes, comme le droit à l'expression par exemple...).

Le projet est dans la logique de la loi Fillon : un enseignement au rabais, à des fins utilitaires pour le commun des enfants d'ouvriers, avec un apprentissage où il n'est fait nulle place à la réflexion, parfois une prime pour les plus méritants. Pour les autres, les héritiers, l'accès aux grandes écoles et l'enrichissement culturel assuré par la famille.

Cet assaut est un retour en arrière de près de quarante ans. Après Luc Ferry, qui a échoué, dans son petit livre paru en 2003 (en pleine période de grèves), à démontrer que mai 1968 était la cause de tous nos maux, voilà de Robien qui en remet une couche. Ce retour à l'école d'avant-hier est donc purement idéologique. Il marque la volonté d'en finir avec une la prise en compte des recherches scientifiques et sociologiques. Il marque aussi la négation des efforts faits sur le terrain par de très nombreux praticiens et chercheurs.

Le problème, c'est que de nombreux parents (peut-être même des enseignants), soumis aux discours sécuritaires et nostalgiques de l'école qu'ils ont connue, peuvent tomber dans le panneau des sirènes de la réaction.

Il faut dès aujourd'hui que la résistance s'organise et qu'à la place de leur prétendu « bon sens », on oppose la véritable école du peuple, émancipatrice. Différents appels à la désobéissance civile ont déjà été lancés, les anarchistes en seront !

Virginie Benito
Groupe de Rouen

La loi DADVSI

Le 21 décembre dernier, le projet de loi DADVSI (Droit d'auteur et droit voisin dans la société d'informations) présenté par le gouvernement a été vidé de sa substance par deux amendements votés par une majorité de députés. Le projet de loi visait à empêcher sur Internet l'échange ou le téléchargement gratuit de fichiers protégés par le droit d'auteur notamment en pénalisant le contournement des mesures techniques de protection des CD et DVD et menaçant par la même occasion l'existence du logiciel libre.

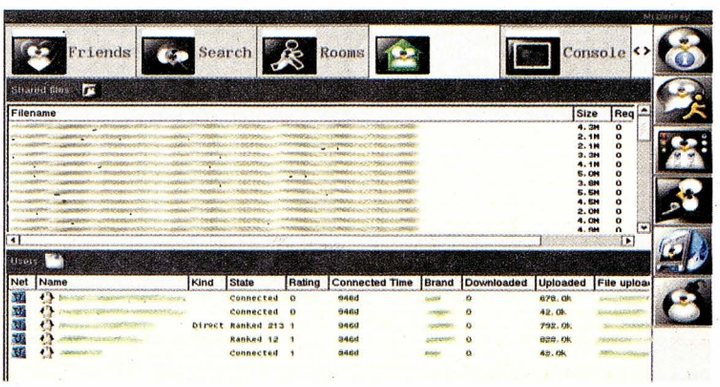
La loi DADVSI a été préparée essentiellement sous la pression de l'industrie du disque qui serait en crise. En effet, cette dernière n'a pas réussi à s'adapter à l'arrivée d'Internet. Et avec la généralisation progressive de l'accès à la Toile, les pratiques sociales et culturelles ont évolué. Il est maintenant possible d'accéder à de la musique ou des films sans passer par un support physique. Le problème des maisons de disque est un simple problème capitaliste : étant incapables de s'adapter à une situation nouvelle et de contrôler la circulation de leurs produits, elles demandent à l'État de pallier leurs insuffisances. L'État est censé sauver les revenus d'entreprise capitalistes, encore une fois. Les deux amendements en question légalisent le téléchargement de fichiers et l'assimile à un droit à la copie privée, préparant ainsi le terrain à la licence globale. C'est-à-dire l'autorisation donnée aux internautes d'accéder à des contenus culturels (musique, images, films, textes) sur Internet et les échanger entre eux à des fins non commerciales ; en contrepartie, l'internaute paie une taxe en même temps que son abonnement Internet. L'argent récolté est reversé aux artistes, aux producteurs et aux ayants-droits, comme l'est le revenu de la taxe sur les supports (CD, DVD, cassettes...) vierges. La licence globale, dans les mois qui ont précédé l'examen de la DADVSI, est devenue un contre-projet soutenu par nombre d'internautes, d'artistes, d'associations de consommateurs, de producteurs indépendants...

Ce contre-projet essaie de concilier, dans le cadre d'une société capitaliste, à la fois les intérêts des consommateurs et des artistes. Les premiers voulant accéder facilement et pour pas trop cher à la production artistique et les deuxièmes avoir un revenu qui leur permette de continuer à produire. La licence globale est donc préférable au projet du gouvernement qui vise purement et simplement à assurer des profits d'entreprises. Néanmoins, il ne faut pas oublier que de nombreuses personnes n'ont pas accès à une connection Internet haut débit ou pas d'accès du tout. Donc, l'accès à la culture, même avec la licence globale, serait loin d'être égal, notamment entre urbains et ruraux, entre ceux qui ont les moyens d'avoir un ordinateur et un abonnement à Internet et les autres, etc.

De plus, le dossier n'est pas clos. Aux dernières nouvelles, l'examen du projet de loi DADVSI devrait reprendre début février ; gouvernement et majors feront tout pour faire passer tout de même leur texte. À suivre donc.

Pour en savoir plus : http://www.eucd.info

Laurent Bosal
Groupe de Strasbourg



Quand l'autruche éternue...

Vigueur

« La Constitution européenne n'est pas morte, simplement elle n'est pas en vigueur. » Wolfgang Schüssel, chancelier autrichien.
C'est comme la friteuse électrique que ma sœur m'a offerte à Noël : c'est pas qu'elle fonctionne pas, c'est juste que je m'en sers pas.

La Suge

« En dix ans, les effectifs de la Surveillance générale ont augmenté de 900 personnes. C'est le seul service qui n'a jamais connu de réduction à la SNCF. » Louis Gallois, PDG.
Autrement dit, on vire toutes sortes d'agents, sauf les flics. Et en plus, Gallois s'en vante...

Mat

« L'objectif est de fixer Laurent Fabius comme un point crédible face au phénomène Ségolène Royal. » Un proche de Fafa.
Faut-il en conclure que, pour les socialos, Royal n'est pas crédible ? Ça se passe comme ça, rue de Solferino : la reine blanche joue H5-E7, le fou noir joue G3-A4, et à la fin Sarko les fout échec et mat.

Rêvons un peu avec le Front

« On n'est pas seulement contre des choses, on veut aussi positiver et faire rêver. » Marine Le Pen.
Oh oui, fais-nous rêver, Marine, positive-nous le Front, qu'on se marre : défense de la race blanche et du petit commerçant, grandeur de la France et décadence de Jean-Marie, surtout, oriflammes claquant au vent lors de l'enterrement du vieux, oraison funèbre prononcée par Papon en personne, puis plus rien, du vent, de la poussière... Un rêve, en vérité.

Couloir

« S'il n'y a pas de bouillonnement à gauche, on risque de se retrouver dans un couloir. » Marie-George Buffet.
Or, au bout du couloir se trouve une vaste salle dite « des baisseurs de froc ». À la table des négociations se tiennent Strauss-Kahn, Lang, Fabius. Il y a aussi Jospin, qui grogne et marmonne que si Marie-George est en retard, il menace de se retirer de la vie politique. Na... Mais les cocos seront à l'heure, et prêts à tout, comme d'hab'. Programme commun *never die*.

Respect ?

« Si notre uniforme est porté par un jeune de la cité, il sera respecté par les autres. » Louis Gallois, toujours lui.
Qui ? Le jeune ou l'uniforme ? Le jeune, il y a peu de chances que ses ex-potes le respectent. Il est certains quartiers, sensibles au vrai sens du terme, où on ne joue pas sans risque les bouffons de service. Quant au « respect de l'uniforme »... Beuark.

Fables

« Je ne sais pas s'il y aura beaucoup de fables à raconter en 2006, mais nous en retiendrons la morale jour après jour. » De Villepin, plus Galouzeau que jamais.
Idées de fables pour l'année en cours : le chômage continue de baisser, le pouvoir d'achat augmente, nous allons bâtir deux millions de logements sociaux, lutter contre les discriminations, taxer les entreprises...

On the road

« La France, qui n'est pas un ectoplasme, a besoin de gens qui tiennent la route. » Fabius.
Faut-il en conclure que pour Fabius, Royal ne tient pas la route ? Il est vrai qu'en matière de route, le biker dévoreur de carottes râpées en connaît un bout.

Frédo Ladrisse
(sources : Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien)

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Les mauvais élèves de la biométrie, suite...

Fin novembre 2005, une vingtaine d'étudiants avaient investi un lycée de Gif-sur-Yvette pour démolir à coups de marteau le contrôle d'accès biométrique de la cantine qui permettait l'identification « biologique » des élèves (iris de l'œil, traits du visage, contour de la main). Poursuivis, molestés puis livrés aux flics par des élèves et un surveillant, ils risquent aujourd'hui (jusqu'à) 5 ans de prison et (près de) 15 000 euros d'amende. Contre la généralisation des dispositifs sécuritaires, le conditionnement à la biométrie, le contrôle social à l'école et ailleurs, soyons nombreux à leur apporter notre soutien. Procès le vendredi 20 janvier au tribunal d'Évry (RER B) à 13h30. Contact: contrebiométrie@yahoo.fr

Régularisation

Le 13 décembre dernier, Rachida Driouche reçoit un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Mère de deux enfants scolarisées au sein du groupe scolaire Olivier-Métra (Paris 20e), elle reçoit immédiatement le soutien de ses voisins. Les associations de parents d'élèves (APOM et FCPE) proposent une réunion pendant les vacances.

La FTE-CNT dépose un préavis de grève le 29 décembre pour couvrir les collègues qui voudraient se mobiliser le vendredi 6 janvier. En effet, ce jour-là, Rachida Driouche est convoquée au tribunal administratif (TA).

Mardi 3 janvier, jour de la rentrée dans les écoles, les quarante enseignants des quatre écoles se déclarent grévistes le vendredi 6 janvier pour soutenir Rachida Driouche au TA. Une première victoire est alors enregistrée: la préfecture de police de Paris abroge l'APRF qu'elle a elle-même émis et le fait savoir la veille du jugement au TA. Les enseignants ne lèvent pas leur grève: ils revendiquent avec les parents la régu-larisation de Rachida Driouche. Les quatre écoles Olivier-Métra seront fermées le vendredi 6 janvier. 250 personnes se retrouveront à faire le déplacement jusqu'au TA.

Alors qu'elle avait rendez-vous à la préfecture de police de Paris pour réexamen de son dossier, Rachida Driouche a appris sa régularisation. La préfecture vient de lui donner une carte de séjour de 10 ans.

Rouen: la racaille saccage l'avenue Pasteur!

Le 17 décembre, l'avenue Pasteur et la préfecture ont été pendant plusieurs heures la proie d'éléments déterminés à la violence, cagoulés pour certains, organisés en groupes particulièrement mobiles.

Et tout ça malgré l'état d'urgence!

La cause de cette émeute? Une vague histoire de « canards appelants » (sic), qui a énervé 1 500 chasseurs venus manifester à Rouen et qui se sont finalement farci les poulets.

On attend la réaction du ministre de l'Intérieur. Va-t-il les qualifier de « racaille »? Invoquer des « groupes organisés », des individus « bien connus des services de police », dégaïner son karcher? L'UMP va-t-elle pointer du doigt la polygamie et les mariages blancs? Les médias explorer une « piste islamiste »? Que va dire CNN? Bref, on attend la suite avec impatience.

Besançon: soutien à Joseph Kollie

Joseph Kollie est un étudiant libérien de la faculté des lettres de Besançon menacé d'expulsion. Persécuté dans son pays (Libéria) pour ses opinions politiques, Joseph est venu en France en 2002 pour demander à l'OFPRA le droit d'asile politique. En attendant la réponse à sa demande, il s'est inscrit à la faculté des lettres. Il a obtenu jusqu'à présent tous ses examens. Il est actuellement en licence. Néanmoins l'OFPRA lui a refusé l'an dernier (2004) le droit d'asile. La préfecture du Doubs a failli l'expulser dans son pays l'an dernier. Elle lui a laissé malgré tout le temps de terminer sa deuxième année. Mais elle l'a maintenu dans un état de semi-clandestinité, en lui refusant le titre de séjour étudiant (pas le droit de travailler). Joseph Kollie a réussi ses examens dans des conditions très difficiles (sans domicile fixe, sans ressources). Il est à nouveau menacé d'expulsion, alors que les risques pour sa vie existent toujours dans son pays.

Fusillade contre une manifestation

Lorsque le gouvernement local de Nasiriyya a annoncé qu'il créerait des emplois pour les chômeurs de la ville, des milliers d'entre eux sont venus les réclamer. Mais les emplois ont été donnés aux seuls membres des partis au pouvoir, ce qui a créé une grande colère dans la population. Des milliers de personnes ont battu le pavé pour demander des opportunités égales pour tous. Ils ont formé une équipe de négociation pour discuter avec le gouvernement local de ce problème, tandis que la police, ne pouvant plus contenir la manifestation, a ouvert le feu sur elle aveuglément, tuant 4 personnes et en blessant 40 autres, dont certains gravement.

Une jeune fille de 18 ans condamnée à mort

Nazanine se baladait avec ses amis et son petit copain aux alentours de Karaj (à proximité de Téhéran), le 21 avril 2004 quand elle a été agressée violemment par trois hommes. Après que les amis et le copain de Nazanine, paniqués, se sont enfuis, ses trois agresseurs ont essayé de violer Nazanine et ses amies quand, en se défendant, Nazanine a tué l'un de ses agresseurs avec un couteau. C'est pour cette raison que la jeune fille, selon la loi islamique de « représailles », a été condamnée à lmort. Nazanine n'avait que 17 ans lors de son arrestation. Elle n'a pas commis de crime. Se défendre contre un viol n'est pas un crime. La condamnation à la mort et l'exécution de Nazanine font partie des milliers qui ont lieu en Iran tous les jours selon les lois islamiques. Le peuple de l'Iran et du monde ainsi que les organisations défendeuses des droits humains ne peuvent pas permettre qu'un tel acte ait lieu. Il faut mettre en place une vaste opposition contre cette sentence. Personne ne doit laisser diriger son destin par ces lois islamiques de « représailles ». Elles doivent être abolies!

Mêmes patrons, mêmes combats!

Le 18 décembre, le gouvernement a publié un document de travail sur une nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), projet inhumain qui prépare la disparition du droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants, de toutes celles et ceux qui construisent leur vie en France. Et si ce projet est adopté, il ne fera pas bon s'aimer entre Français-e-s et étranger-e-s. De Villepin souhaite restreindre le droit au regroupement familial en le soumettant à la double condition d'une durée de résidence de deux ans en France (contre un an actuellement) et d'une « maîtrise de la langue française ». C'est ainsi également qu'il faudra patienter dorénavant quatre ans, et non plus deux, pour pouvoir prétendre accéder à la naturalisation après un mariage avec une personne de nationalité française. A cela s'ajoute: la réduction du délai pour l'obtention du droit d'asile (délai que le gouvernement se propose de raccourcir encore), l'augmentation du nombre d'expulsions d'immigrés sans-papiers, régulièrement annoncée à son de trompe par Sarkozy, les restrictions à l'obtention de visas de tourisme pour les ressortissants de certains pays, le durcissement des conditions de la naturalisation et l'allongement de la période (de dix à quinze ans) durant laquelle peut être prononcée une déchéance de la nationalité des personnes naturalisées.

Travailleurs de tous les pays, unissons nous nous!

Belgique

30 000 patrons en trop ?

Selon le patronat belge, il y a 30 000 fonctionnaires de trop. Le conflit autour du « Pacte entre les générations » destiné à repousser l'âge de la prépension au-delà des 60 ans s'est à peine achevé (avec l'abandon des syndicats) que le patronat remonte déjà sur le ring. Un cadeau d'un milliard de réduction de charges, sans obligation de créer des emplois, ne semble pas suffire à la Fédération des entreprises de Belgique (FEB). Les négociations interprofessionnelles s'annoncent musclées.

Le 27 décembre, Rudi Thomaes, administrateur délégué de la FEB, a annoncé que « 30 000 fonctionnaires devraient disparaître dans les cinq ans à venir, aux niveaux fédéral, des régions et communautés, des pouvoirs locaux ». La déclaration de Thomaes est pour le moins violente. Si des travailleurs annonçaient qu'il y a 30 000 patrons de trop, ils seraient vertement reçus...

L'objectif affiché est d'économiser entre 7 et 8 milliards qui pourraient être utilisés pour diminuer les coûts salariaux du secteur privé, ainsi capables d'embaucher. Et encore un cadeau ? Mais, concrètement ? Concrètement, les 30 000 fonctionnaires atterriront sur le marché de l'emploi, augmentant du même coup la concurrence entre les travailleurs. Tout bénéfice pour les patrons qui pourront dans le même geste augmenter la pression sur les salaires et les conditions de travail.

Dans la langue patronale de Thomaes, ça se traduit ainsi : « D'ici 2010, les 30 000 fonctionnaires devraient passer dans le secteur privé. » Ben, voyons.

Qu'on ne s'y méprenne pas : les libertaires ne défendent pas l'État ni son administration tentaculaire et kafkaïenne. Les libertaires se sont toujours prononcés en faveur de services publics autogérés par les travailleurs et les usagers, ainsi qu'en faveur du contrôle démocratique des délégués par mandats précis et révocables. On lira d'ailleurs avec profit le dernier numéro de la revue *Réfractions*, intitulé « Privés, publics, communs, quels services ? »

Cependant... La déclaration de l'administrateur délégué de la FEB apparaît d'autant plus cynique lorsqu'on la met en parallèle avec le taux de pauvreté reconnu par l'État. Faut-il rappeler que 15 pour cent de la population belge vit sous le seuil de pauvreté ? Plus de 1,5 million de personnes vit ou plus exactement survit avec un revenu inférieur à 772 euros pour un isolé. Et l'on veut « fragiliser » financièrement 30 000 personnes de plus ? Inqualifiable.

Faut-il rappeler qu'en dix ans le nombre de personnes ayant dû se tourner vers les colis de la banque alimentaire a pratiquement doublé, pour atteindre 104 000 demandeurs en 2004 ? Faut-il souligner que fin 2004, soit au XXIe siècle, rien qu'en Flandre, 2 251 familles ont été privées d'électricité, notamment suite à la libéralisation du marché ?

La pauvreté s'étend et touche désormais aussi les travailleurs : 4 à 6 pour cent d'entre nous en sont victimes. Nouer les deux bouts s'avèrent de plus en plus compliqué. Travail précaire, flambée des loyers et, simultanément, manque cruel de logements sociaux (en région bruxelloise, notamment) amplifient le phénomène.

Même à Ixelles, commune bruxelloise qui n'est pas réputée parmi les plus pauvres, la présidente du Centre public d'aide sociale (CPAS) s'inquiète : « Il n'est pas digne de vivre avec un revenu d'intégration de 625 euros par mois lorsqu'on est seul, il n'est pas digne d'élever des enfants avec 834 euros. » Et il ne s'agit pas de cas isolés : le budget du CPAS d'Ixelles est passé à 19 millions d'euros, soit une hausse de 7 pour cent !

Lors de la lutte contre le « Pacte entre les générations », certains ont tenté de diviser les travailleurs et ont notamment prétendu que les fonctionnaires n'étaient pas concernés. S'il le fallait, la nouvelle attaque de la FEB prouve le contraire. Ne nous laissons plus diviser. Investissons les syndicats et ne reculons plus.

Ni État, ni patrons : autogestion ! Nous n'aurons que ce que nous prendrons.

Hertje

Sources :

– *De Morgen*, 27 décembre 2005.
– *La Libre Belgique*, 3 janvier 2006
– *Le Soir*, 26 décembre 2006.

NOUS SOMMES CONTRE TOUTES LES GUERRES
TOUTES LES GUERRES SONT CONTRE NOUS !

Journée d'action internationale des anarchistes
18 mars 2006

Le 18 mars 2006 aura lieu la nouvelle Journée d'action internationale des anarchistes. Cette initiative de l'Internationale des fédérations anarchistes vise à rassembler celles et ceux qui s'insurgent et luttent contre le militarisme à tous les niveaux de la société, partout dans le monde. Des initiatives locales sont à construire, pour cette date qui, il y a trois ans, a marqué l'entrée en guerre contre l'Irak, et qui doit ne pas passer inaperçue. Mais la guerre de terrain n'est pas la seule en cause : nos vies sont envahies par la présence des forces armées, entre soldats bardés de fer dans les gares, police ferroviaire encline au zèle, caméras de surveillance à peine dissimulées, policiers arborant matraque dans certains établissements scolaires, etc.
***Le Monde libertaire* propose une série d'articles pour éclairer certains aspects de la militarisation de la société et de l'armée aujourd'hui. La visée de ces points de vue est de rassembler des informations et quelques éléments d'analyse, à la fois nouveaux et si éternellement semblables, pour mieux lutter en faveur d'un monde libéré des armes du contrôle social.**

En 2006, la question de la construction de la paix dans le monde est plus que jamais d'actualité. Les armées, bras armés des États, aidées par des médias complaisants et des organismes internationaux complices du désordre mondial, sévissent toujours. Sous couvert de défense des droits humains, de lutte pour la démocracie ou contre le terrorisme, les États du monde entier continuent à planifier et perpétrer des crimes inimaginables contre les populations et l'environnement.

À l'intérieur de leurs propres frontières, les armées parasitent les budgets sociaux, médicaux et éducatifs ainsi que les financements et les compétences de la recherche, au profit des achats d'armes et de l'entretien de personnels dont la fonction est bel et bien d'un. Les dépenses colossales engendrées par le maintien et l'évolution technologique des armées s'inscrivent dans la logique de compétition capitaliste, d'impérialisme et de traitement répressif de la question sociale. Elles génèrent une culture de la virilité, de la violence, du sexisme, du nationalisme et du sacrifice humain.

Les armées sont les remparts de l'ordre social et économique, particulièrement lorsque les populations se révoltent contre l'oppression sociale ou politique : répression des mouvements sociaux et contrôle social permanent sont les armes toujours plus utilisées par tous les États contre les populations, sous couvert de lutte contre le terrorisme. Les révolutions, les révoltes populaires, les émeutes, etc. sont réprimées par les soldats qui défendent toujours le pouvoir en place, la police faisant de même. Par ailleurs, les armées génèrent une économie marchande planétaire, le commerce des armes, dont les populations civiles sont les premières à subir les horribles effets. Par l'importance des ressources mises en jeu dans des armements de plus en plus sophistiqués et les destructions des espaces naturels et construits, les armées accélèrent en outre l'épuisement des matières premières, des sources d'énergie, et la destruction des équilibres naturels.

Hors de leurs frontières, les armées occasionnent beaucoup plus de dégâts contre les populations civiles qu'au cours des combats qu'elles mènent entre elles. Elles concrétisent, par leurs participations directes, le nouveau « désordre » mondial. Elles préparent ainsi le terrain à la mainmise sur les richesses planétaires comme l'énergie. Les dépenses de guerre sont l'objet de la spéculation sinistre des États marchands d'armes, qui sont aussi les pays les plus puissants du monde. Les soldats interviennent enfin pour organiser la répartition de la planète au bénéfice des puissants et de leur économie nationale, dans la logique de compétition chère au système capitaliste.

Vous êtes leurs ennemis, ils se battent contre vous.

Si vous travaillez, ils vous précarisent.

Si vous protestez, ils vous arrêtent.

Si vous vous exprimez, ils vous bâillonnent.

Si vous vous organisez, ils vous surveillent.
Refusez la guerre, refusez l'État.

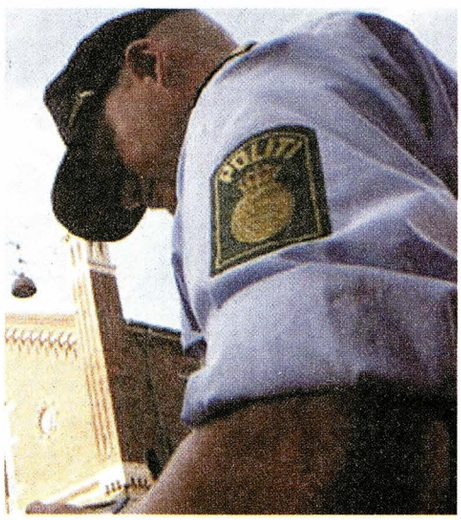
IFA

Bienvenue dans un monde meilleur

Jean-Pierre Levaray

Jadis, c'était dans les romans, les bédés ou les films de science-fiction que nous découvrions des prospectives sur le futur nous annonçant un monde policé : un monde où la télé aurait un pouvoir extravagant ; où nos faits et gestes seraient surveillés ; où l'armée serait présente partout, de façon visible ou de façon insidieuse ; où les policiers auraient des pouvoirs disproportionnés, etc. Aujourd'hui, inutile de se pencher sur des abstractions artistiques, le monde militaro-policier promis est en passe de devenir notre quotidien. Bien sûr les flics n'ont pas tout à fait la tronche de Robocop, mais on s'en approche. Esthétiquement, le monde, parce que plus grand qu'un écran de cinéma, ne ressemble pas encore aux décors de *Blade Runner* ou de *Minority Report*, tout comme Big Brother a su se farder pour passer plus facilement par le canal hertzien, mais ce n'est pas être parano que de dire ça.

La vidéosurveillance ne se cantonne plus depuis longtemps à des villes comme Levallois-Perret. C'est devenu un leitmotiv électoraliste des maires. L'installation de caméras est en cours dans un nombre de villes important et gageons que les villes non encore pourvues, sauront trouver des associations de « braves citoyens » qui demanderont plus de sécurité et par-là même des caméras partout : des halls d'immeubles, aux centre-villes, en passant par les parkings d'hypermarchés. Pourtant, les attentats de Londres de l'été dernier ont prouvé l'inutilité de ce genre de surveillance, puisque les caméras, omniprésentes dans la capitale, n'ont pas permis d'empêcher les explosions.



Bientôt une nouvelle carte d'identité : le projet du ministère de l'Intérieur, baptisé « INES » (Identité nationale électronique sécurisée), vise à créer une carte d'identité électronique à éléments biométriques. Cette nouvelle carte d'identité serait équipée d'une puce électronique, lisible sans contact, et contiendrait des éléments d'identification biométriques personnels (empreintes digitales et photographie numérisée). Ces éléments numérisés seraient conservés dans un fichier central. Réunissant plusieurs fonctionnalités, cette carte constituerait un nouveau « Sésame ». Sont ainsi prévues non seulement une fonction d'identification sécuritaire, mais aussi des fonctions de signature électronique destinées à permettre, d'une part, l'accès à des prestations administratives par Internet et, d'autre part, l'authentification de transactions commerciales conclues par voie électronique. Enfin, la carte d'identité inclurait aussi un portefeuille électronique personnel permettant le stockage volontaire de données diverses.

Ce qui veut dire la traçabilité des êtres humains comme il y a celle de la viande ou des OGM. Quand on vous dit que le meilleur des mondes est à notre porte.

Et ça ne fait que commencer.

Il serait utile d'ajouter le bracelet électronique, ce nouveau gadget dont le principe a été validé par la loi du 19 décembre 1997. Cette loi prévoit que le bracelet électronique s'applique aux personnes condamnées à moins d'un an de prison ou aux personnes dont le reliquat de peine est de moins d'un an. Il peut aussi s'appliquer comme modalité de la libération conditionnelle. En février 2000, les députés ont étendu son application aux prévenus comme alternative à la détention provisoire. Désormais ce sont les juges qui proposent aux condamnés, en fonction de leur capacité à prouver leur bonne volonté, ce boulet électronique. Le consentement des forçats modernes est obligatoire. La dernière loi Perben a généra-

lisé le dispositif à 3 000 personnes condamnées ou placées sous contrôle judiciaire.

On pourrait également parler des nouveaux drones miniatures, présentés lors du dernier salon du matériel militaro-policier. Ces avions sans pilote mais avec une caméra, désormais beaucoup plus petits, peuvent être utilisés dans les banlieues et espionner les émeutiers.

Mais tout cela ne reste que des gadgets. Ils sont efficaces aujourd'hui parce qu'il y a des lois pour les accompagner. La loi Perben 2, par exemple, augmente les pouvoirs des policiers et des juges, aggrave les conditions d'incarcération et prolonge les gardes à vue. Cette loi prévoit aussi la généralisation de pratiques policières souterraines: l'infiltration de policiers dans les réseaux; la notion de « délinquance et de criminalité organisées » dérogatoire au droit commun; la création de fichiers, etc.

D'autre part, en novembre 2005, en réponse aux émeutes populaires des cités, l'État et ses représentants parlementaires ont voté l'état d'urgence (alors que les émeutes étaient terminées). Une réponse répressive complètement disproportionnée, qui n'a été appliquée que lors de la guerre d'Algérie et en Nouvelle-Calédonie en 1984. En fait, l'État a utilisé ces émeutes pour se donner des pouvoirs au cas où... Certes cet « Ééat d'urgence » a été levé le 3 janvier 2006, mais il s'agissait d'un coup de semonce, histoire de montrer ce que l'État peut mettre en branle s'il se sent attaqué. Car on ne donne pas des pouvoirs supplémentaires aux préfets et au ministre de l'Intérieur, sans avoir des idées derrière la tête. Les préfets pouvaient interdire sous forme de couvre-feu la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux précis et à des heures fixées par arrêté; ils pouvaient instituer « des zones de protection ou de sécurité où le séjour des personnes est réglementé », interdire de séjour « toute personne cherchant à entraver, de quelque manière que ce soit, l'action des pouvoirs publics ». Le ministre de l'Intérieur pouvait assigner à résidence toute personne « dont l'activité s'avérait dangereuse pour la sécurité et l'ordre public ». Le ministre de l'Intérieur ou les préfets auraient pu « ordonner la fermeture provisoire des salles de spectacle, débits de boissons et lieux de réunion » et « les réunions de nature à provoquer ou à entretenir le désordre » ainsi qu'« ordonner la remise des armes de première, quatrième et cinquième catégories ». Enfin, par disposition expresse, le ministre de l'Intérieur et les préfets pouvaient ordonner des perquisitions à domicile « de jour et de nuit » et prendre « toute mesure pour assurer le contrôle de la presse et de la radio ». Les perquisitions pouvaient être faites sans le contrôle d'un juge).

Certes cela n'a été appliqué que sous un mode homéopathique, mais il s'agissait d'un bâton brandi pour pouvoir réprimer encore davantage.

Sous couvert de davantage de sécurité, tout cela ne va que dans un seul sens: la répression de toutes dissidences populaires, que ce soit celle des jeunes ou lors de conflits sociaux. Ce sont des armes pour la guerre que veut mener l'État, pour maintenir son ordre, pour que le capital (je sais, dire ces mots fait ringard) continue à perdurer. Les sanctions contre le mouvement social, contre les grèves dures mais aussi contre les jeunes émeutiers (que ce soit les « jeunes de cités » ou les lycéens) sont une preuve évidente de cette volonté. Et ce n'est pas fini.

Certes, nous n'en sommes pas encore aux dictatures des feus-Pays de l'Est ou de celles des Pinochet et consorts. Il n'y a pas encore des chars d'assaut à chaque carrefour, pourtant cela gagne petit à petit. Cela se fait par petites touches, de façon insidieuse, pour qu'on ait le temps de s'habituer, que cela devienne notre quotidien. Comme une sale habitude.

C'est un fascisme mou qui s'instaure...

De même, on peut penser que la répression des émeutes de novembre 2005 n'était qu'un coup de semonce, juste une façon de s'entraîner (hélicoptère surveillant le territoire comme à Los Angeles, comparution immédiate, dérives racistes du gouvernement), pour préparer le terrain à une répression d'un véritable soulèvement populaire. Ce n'est pas pour rien que les entraînements dans les casernes de gendarmerie ou de forces d'intervention visent à affiner des stratégies contre des manifestations de grande ampleur et relativement violente.

Les gouvernants savent qu'avec une population en cours de paupérisation, les raisons de se révolter ne vont pas manquer.

Pourtant, la révolte ne semble pas à l'ordre du jour. Depuis des années, en réaction au chômage, à la répression, aux pertes diverses et variées sur le pouvoir d'achat, la retraite, la santé... et alors qu'un mouvement social n'arrive pas à émerger, une grande majorité des gens préfère s'enfermer dans l'individualisme et le repli sur soi. Cette réaction, liée à une télévision qui ne fait qu'annoncer des catastrophes actuelles ou à venir, des guerres qui s'enlisent, ou des peuples en sursis, ne va pas dans le bon sens. Elle est même le corollaire de l'état policier qui se profile. Puisque seul chez soi, avec la peur des lendemains, il ne reste plus que des aspirations à davantage de « sécurité »: une sécurité pour les jours à venir mais qui se transforme vite en sécurité policière revue et corrigée par les gouvernements.

La tendance va être difficile à inverser. Retrouver des réflexes de luttes collectives et proposer d'autres futurs sont les seules réponses face à cette militarisation de la société. C'est ce à quoi il faut s'employer. **J.-P.L.**

Contre le Lyon-Turin

Première manifestation de mobilisation contre le TGV Lyon-Turin côté français

Photos Sophie Vincent

Liaison FA Chambéry

FA73@no-log.org

Le samedi 7 janvier 2006 a eu lieu à Chambéry (Savoie) la première journée de mobilisation contre le projet de nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin.

À l'appel du Collectif Rhône-Alpin contre le Lyon-Turin, plus de 5 000 personnes ont manifesté leur opposition au projet pharaonique contre lequel se mobilise depuis des années le Val de Suse, en Italie.

Ce collectif regroupe des personnes de Chambéry (dont des membres de la Fédération anarchiste), Grenoble et Valence. Il s'est constitué suite à une première action de solidarité avec le Val de Suse et contre la répression le 10 décembre dernier à Chambéry.

Plus de 4 000 Italiens et 500 à 1 000 Français ont donc investi les rues de Chambéry afin de lancer la mobilisation contre le Lyon-Turin de ce côté-ci de la frontière. La manifestation, ouverte par le Collectif Rhône-Alpin contre le Lyon-Turin derrière le mot d'ordre « Non au Lyon-Turin! Logique de profit=logique de mort! », a permis de porter sur la place publique le débat concernant ce projet.

Elle a permis de casser le consensus pro-TGV dont certains se gargarisaient jusqu'à aujourd'hui, et permis une expression alternative au discours partisan des dirigeants politiques et de tous les défenseurs du projet.

Le collectif organisateur a affirmé une opposition ferme à l'augmentation du trafic de marchandise, revendiquant le ferroutage tout de suite sur les lignes existantes, la suppression des transports inutiles, et la réduction globale de transport de marchandises !

Dans la manifestation, les comités No TAV italiens ont occupé une place importante; on y comptait également de nombreux anarchistes français et italiens, dont le cortège de la Fédération anarchiste italienne. Cette manifestation au caractère festif n'est que le début de la lutte contre le Lyon-Turin en France. Les anarchistes doivent s'y investir, en Rhône-Alpes et au-delà, par les enjeux qu'elle soulève en terme de choix de société et par rapport aux alternatives politiques et économiques qu'elle peut porter notamment par rapport à l'idée de décroissance. De plus, la mobilisation italienne porte en elle des pratiques d'auto-organisation très intéressantes, qui impliquent une grande partie de la population du Val de Suse. Ces pratiques leur ont permis de s'opposer radicalement aux pouvoirs politiques et économiques, et de s'affranchir des positions ambivalentes des élus locaux.

À l'issue de la manifestation, un débat organisé par le collectif a regroupé plus de 200 personnes autour de la question « Pourquoi et comment lutter contre le Lyon-Turin ? », avec la participation de membres des comités du Val de Suse. Le partage de la lutte par- delà les frontières et la solidarité internationale ont fait de cette journée une réussite. Une prochaine réunion a été annoncée sur Chambéry le 27 janvier (18 heures à la maison des Associations) afin de poursuivre la mobilisation contre le Lyon-Turin.

Tract diffusé par la liaison FA de Chambéry lors de la manifestation
Ni route ni rail pour les intérêts du capital !

NON AU LYON-TURIN !
POUR UNE RÉDUCTION
DU TRAFIC DE MARCHANDISES !

LE PROJET de ligne ferroviaire Lyon-Turin, auquel la population du Val de Suse en Italie s'oppose massivement depuis des années, commence tout juste à faire débat en France, où le consensus pro-Lyon-Turin l'emporte jusqu'à présent.

Pourtant, ce projet, défendu par nos dirigeants nationaux et locaux à l'aide de l'argument du ferroutage comme alternative au « tout-routier », ne fait pas l'unanimité.

Rappelons tout d'abord que, historiquement, le Lyon-Turin est un projet de TGV Voyageur s'inscrivant dans le cadre de grandes lignes TGV européennes. Le projet Fret est venu bien après, suite aux mobilisations contre le trafic routier dans les vallées du Mont-Blanc et de la Maurienne. C'est celui qui est mis en avant aujourd'hui, car plus « vendeur ».

Côté Voyageur, le TGV Lyon-Turin répondra exclusivement aux besoins de transport rapide d'une élite faite de cadres et de patrons, et la population régionale et locale attendra au bord du quai que les quelques trains régionaux veuillent bien s'y arrêter. Nous n'avons donc rien à espérer de ce projet, bien au contraire, puisque le TGV traversera nos départements sans s'y arrêter, et renforcera la politique actuelle visant à réduire les trains régionaux, les arrêts dans les petites gares, et donc à réduire le transport collectif par rail, au profit de la voiture individuelle.

À cela nous répondons : luttons pour le développement des trains régionaux, la réhabilitation des petites gares, le maintien et le développement des emplois dans les transports publics, l'accès libre et gratuit aux transports collectifs, et opposons-nous à la privatisation larvée du rail !

Côté Fret, le Lyon-Turin, d'après les discours de ses promoteurs, devrait pouvoir enfin permettre ce ferroutage tant demandé par les populations des vallées asphyxiées par les camions. Pour les défenseurs du projet, dans vingt ans (à la fin des travaux), le rail pourrait absorber une petite partie du trafic de marchandises, qui aura massivement augmenté d'ici là. Si les capacités de ferroutage sont alors utilisées à leur maximum, cette part de trafic transférée de la route sur le rail correspondrait, au mieux, à cette augmentation ! Ce qui signifie que le nombre de camions sur les routes ne risque pas de diminuer ! Et une nouvelle infrastructure viendra polluer et encombrer les vallées. L'argument ou plutôt l'alibi du ferroutage et du désengorgement des vallées grâce au Lyon-Turin est une supercherie !

Le Lyon-Turin permettra juste, en fait, de répondre à l'expansion généralisée des transports de marchandises, souvent inutiles d'ailleurs, en proposant une nouvelle voie de transport.

Sur route, sur rail, ce sera toujours plus de transports, toujours plus de pollution !

À cela nous répondons : le ferroutage oui, mais tout de suite ! Avec bien moins d'argent que les 13 milliards d'euros minimum prévus pour le Lyon-Turin, aménageons, adaptons et réhabilitons les voies de transport sur rail déjà existantes afin de désengorger les vallées de camions au plus vite. Et, corollaire indispensable, opposons-nous fermement à toute augmentation du trafic, en remettant en cause le fondement même de cette politique : la logique de profit.

En effet, c'est la course au profit qui motive la multiplication des transports de marchandises et la délocalisation des productions. Nous ne pouvons déconnecter la problématique locale du Lyon-Turin de la question de la production et du transport des biens. Nous savons tous aujourd'hui que les capitalistes et les États cherchent à produire au moindre coût pour augmenter leurs marges de profit sur un marché qui est aujourd'hui à l'échelle européenne, voire mondiale. Nous avons tous entendu ces exemples qui montrent l'absurdité de l'organisation capitaliste de la production, où un produit fera le tour de l'Europe avant d'être fini, et parfois revenir au point de départ pour être vendu, les patrons allant chercher la main-d'œuvre surexploitée à moindre coût là où elle se trouve, au sud, à l'est de l'Europe... C'est ce qui fait que le transport de marchandises explose, avec son corollaire de pollution, de dangers (accidents), de transports vides (un camion sur trois), d'usure des routes, et la nécessité de construire toujours plus d'infrastructures de circulation et de communication.

Dirigeants politiques et capitalistes, main dans la main pour toujours plus de profit, et toujours au détriment des populations.

Quant à l'impact sur l'environnement, rappelons simplement que toute la région deviendra un immense chantier pendant vingt ans, détruisant des zones de nature encore préservées aujourd'hui, que des centaines de camions quotidiens supplémentaires liés aux travaux traverseront nos vies, que des études italiennes ont montré que de l'amiante et de l'uranium à l'état naturel seront extraits de la roche lors des travaux d'excavation pour construire plus de 70 km de tunnels, que le train nuit également par les pollutions sonores et électromagnétiques, sans compter, ce qui est plus fondamental encore, que son énergie vient du nucléaire.

Quant à l'éventualité de créations d'emplois liés au projet Lyon-Turin, rappelons que les patrons emploieront une main-d'œuvre précaire à moindre coût, sans compter que pour l'instant, ce sont de nombreux emplois au sein de la SNCF qui sont supprimés.

Sur le plan économique, n'oublions pas que le juteux marché de 13 milliards d'euros pour la construction de la ligne doit faire rêver plus d'un patron. Et que ce sont les collectivités, donc nous, qui allons largement le financer ! Il paraît qu'en Italie, gouvernants, patrons et mafias vont se partager le gros gâteau du marché des travaux. En France, cela se fera bien sûr dans la plus grande transparence !

Par ce projet Lyon-Turin, l'État ne remet aucunement en question sa politique de transport à tout-va, sa politique d'encouragement du trafic inutile. Il accompagne, en bon gestionnaire du capitalisme, les souhaits du patronat que seul le profit intéresse, en défendant le trafic de marchandises, qu'il soit sur route ou sur rail. La vraie raison du projet est d'adapter le territoire aux besoins du capitalisme.

Il y a quelques années, et encore récemment, les opposants aux camions en Maurienne et au Mont-Blanc avaient comme seule réponse de l'État la répression. Il y a quelques semaines, les opposants italiens au Lyon-Turin subissaient eux aussi les assauts violents de la police.

La réponse de l'État est toujours la même, violente et répressive, défendant les intérêts des capitalistes au détriment des populations !

À cela nous répondons que seule notre solidarité et nos luttes par-delà les frontières sauront contrecarrer la violence de l'État et du capitalisme, et le pillage de nos richesses au nom du business !

Réappropriation des décisions et des choix qui nous concernent ! Réappropriation et autogestion des moyens de production, de transport et de distribution !

Fondamentalement, il est évident que c'est le modèle capitaliste qui est à remettre en cause. Pour empêcher les productions inutiles, réévaluons nos besoins réels. Favorisons également la production locale et sa consommation sur place, qui limitera les transports. Reprenons nos vies en main !

Le concept de décroissance est particulièrement adapté à cette problématique. La situation et les enjeux du Lyon-Turin illustrent bien la fuite en avant d'un capitalisme qui nous conduit dans une impasse, au détriment de gens surexploités d'un côté et crevant de la pollution de l'autre, tout en subissant les délocalisations de production.

La population du Val de Suse a choisi l'auto-organisation de la lutte et la démocratie directe, les décisions étant prises en assemblées générales populaires.

Manifestations, occupations des sites, grèves générales, blocages de la vallée...

Nous savons ce qu'il nous reste à faire.

Anges partout humains nulle part

ANGES PARTOUT, HUMAINS NULLE PART, pourrait être le titre du livre d'Edmund Carpenter *Oh, what a blow that phantom gave me* (Paladin) « Oh, le coup que m'a donné ce fantôme ! » Il s'agit de la première phrase du livre, qui observe que l'électricité a fait de nous des anges : pas des perruques blondes ailées, mais des esprits sans corps, capables de se transporter partout à volonté. Le téléphone – en particulier portable –, la radio, la télévision, Internet, en nous connectant à qui est loin, ailleurs, nous arrachent à nos propres corps, à nos propres lieux, à notre histoire, au collectif vivant, réel, pour nous plonger dans un présent désincarné, dans un collectif rêvé, toxique et soumis.

Carpenter a écrit ce livre après avoir été nommé par le gouvernement australien, avant l'indépendance de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, « conseil en communications pour le Territoire de Papouasie et Nouvelle-Guinée ».

Carpenter est anthropologue ; pour lui, travailler à la meilleure façon de développer la radio et la télévision dans un pays principalement encore non soumis à la technologie « équivaut pour un écologiste à être nommé conseiller au développement du DDT ». Il accepta pourtant le poste dans l'espoir, sans doute vain, de limiter les dégâts.

Si on s'intéresse à l'effet de la nature des médias sur les structures de la société et de la pensée, mais que l'on a reculé devant les bizarreries d'écriture d'un McLuhan ou d'un Virilio, on appréciera la grande clarté du livre de Carpenter et sa manière d'habiller des idées abstraites dans des récits concrets :

« En Nouvelle-Guinée, quand les villageois papous négligent les ordres de leur chef, celui-ci peut demander au gouvernement à être enregistré au magnétophone. Le lendemain, la communauté assemblée entend la voix du chef à la radio. Et alors ils obéissent. »

« Deux amies, l'une montrant à l'autre son bébé endormi : "Comme il est beau ! dit la seconde. – Ce n'est rien, attends de voir sa photo !" »

« Lorsque des téléspectateurs souhaitent que la réalité et la télé se ressemblent, ils veulent en fait que la réalité ressemble à la télé. Deux petites villes américaines mal placées ont demandé à changer de fuseaux horaires, lassées que l'heure des horloges ne soit pas l'heure des émissions. »

« Il fut un temps où l'on considérait les élèves comme des seaux vides, à remplir. À présent, les élèves sont des seaux débordant d'informations obtenues hors de l'école, qui est devenue un lieu de détention et non plus d'attention. »

La page la plus triste du livre décrit comment Carpenter et son équipe arrivent dans un village plutôt négligé par les Blancs, et qui n'avait été jamais exposé aux caméras, appareils photo, etc. Carpenter filme, enregistre, prend des photos Polaroïd, montrant immédiatement les résultats aux Papous. Et filme les réactions devant le fait d'être filmé. À la terreur initiale (la machine a-t-elle volé mon âme ?), succède une fascination sans limites. Lorsque Carpenter revient plusieurs mois après, voici ce qu'il constate : « J'ai d'abord cru que j'avais pris le mauvais affluent dans le réseau fluvial. Je n'aipas reconnu le village. Plusieurs maisons avaient été reconstruites, dansun style différent. Des hommes s'habillaient à l'européenne. Ils se tenaient différemment. Ils agissaient différemment. [...] En un seul mouvement brutal, ils avaient été arrachés à leur existence tribale et transformés en individus séparés, solitaires, frustrés, qui ne se sentaient plus chez eux nulle part. Je crains que notre visite n'ait précipité la crise. Pas notre présence, mais la présence de nouveaux médias. Une tribu plus isolée aurait sans doute été moins influencée, peut-être même pas du tout. Mais les habitants de Sio étaient vulnérables. Depuis dix ans, ils glissaient imperceptiblement vers la culture occidentale. La démonstration de nos médias a fait pencher la balance. Les changements cachés sont soudainement devenus explicites. La conséquence a été une aliénation instantanée. Leur esprit, leur sensibilité, libérés des contraintes tribales, ont créé une nouvelle identité : l'individu privé. Pour la première fois, chaque personne s'est vue, elle et son environnement, avec clarté, et elle s'est vue séparable. [...] On peut se demander qui donc a le droit de faire ça à autrui, quelle qu'en soit la raison. Si cette question fait mal, à une échelle aussi limitée, comment y répondra-t-on, en termes d'émetteurs touchant des centaines de milliers de personnes quotidiennement, en un processus déclenché aveuglément, sans le moindre examen ? »

Le pourcentage de foyers français sans télévision est de 2 %.

Nestor Potkine

L'artiche des ratichons

À relire l'histoire des religions à la lumière de l'économie, on s'aperçoit bien vite que « mains invisibles du marché » et doigt de Dieu, non contents de s'inspirer l'un l'autre, se complètent parfaitement.

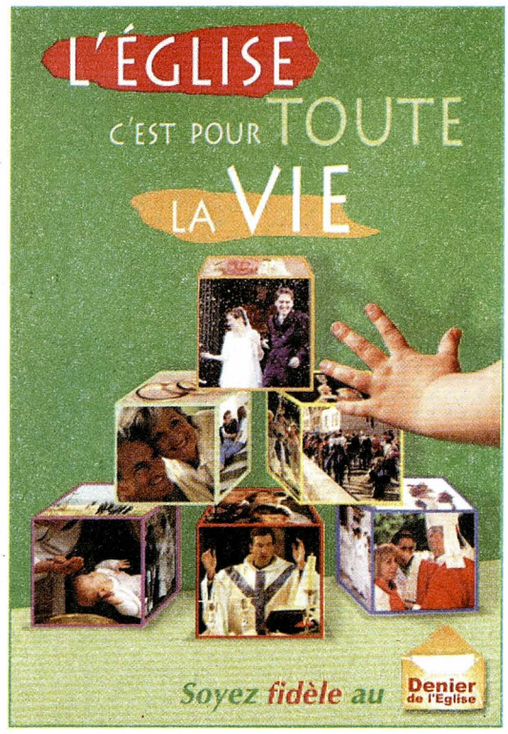
Jacques Langlois

Nos ancêtres du XIXe siècle connaissaient le vocabulaire : la *ratiche* (dent) mordait l'*artiche* (fric) chez les *dentus* (ratichons ou curetons). Le ratichon a la ratiche acérée pour piquer l'artiche. La chose est amplement démontrée par un livre récent : *le Pape, l'Église et l'Argent* (Philippe Simonnot, au demeurant économiste très libéral). Je me contente ici de le résumer. Il ne dit pas que toute la stratégie calotine se résume à l'argent, mais il analyse l'aspect économique d'icelle. Au passage, il illustre les prétendues lois de l'économie. Cela part d'une bonne idée : le « marché » de la « part bénite », en paraphrase de la part maudite, le don qui oblige au contre-don dans une spirale sans fin chez Georges Bataille. Ce marché, c'est celui des angoisses humaines : peur de la mort, inquiétude de l'au-delà, demande de sens ; bref, c'est celui qu'exploitent les différents « opiums du peuple » qui se le disputent. Chaque religion essaie de maximiser ses parts de marché de la crédulité. L'histoire du catholicisme illustre les stratégies économiques et financières menées pour y arriver. Notons qu'il s'agit d'un marché très particulier puisqu'il n'a qu'un seul produit et que celui-ci repose sur la confiance, à savoir que nul ne peut vérifier sa qualité et sa réalité en ce bas monde. « L'aléa moral » (risque de trahison du fournisseur ou de défection de l'acheteur) y est très important.

Un premier aspect se situe dans les droits d'entrée sur le marché. Les premiers chrétiens arrivent sur un marché encombré par le monothéisme juif et par les polythéismes grecs et latins. Mais les droits d'entrée dans le judaïsme sont très élevés : circoncision (horreur pour les Grecs et les Romains), interdits alimentaires, impôts recueillis par les sadducéens (les gardiens du Temple en tant que classe sacerdotale), inégalité entre les personnes. Les chrétiens vont casser le marché : égalité de tous, primat des pauvres, plus d'interdits alimentaires, pas de circoncision exigée pour entrer dans l'*Ecclesia*, pas encore de clergé installé et âpre au gain, pas d'impôt, seulement des contributions volontaires, fourniture de services d'aide (comme créneau ou segment de marché et produit d'appel) à la personne indigente, faible, malade, impotente, ce que du reste le fondamentalisme musulman actuel pratique avec bonheur. Quant aux polythéismes, la calotte va bénéficier d'une « opportunité ». L'Empire romain est en pleine expansion et il a besoin de moyens de légitimation. La diversité des religions et des dieux nuit à la recherche d'unité utile à l'empire qui se veut universel, comme la chrétienté ouverte à tous les hommes quels que soient les ethnies, les cultures, les sexes et même les statuts (serfs ou esclaves). Ainsi a-t-on une convergence d'intérêts entre l'Église et l'Empire même s'il a fallu attendre le IVe siècle (conversion de Constantin) pour que le christianisme devienne en quelque sorte religion d'État. Au passage, l'Église bénéficie « d'économies d'échelle » liées à sa centralisation et à sa standardisation calquées sur celles de l'Empire, d'un abaissement des « coûts de transaction » car il n'y à négocier qu'avec l'administration de l'Empire, de « rendements croissants », venant de la mise en place de son réseau mondial (en Occident romain), les coûts fixes du réseau étant amortis sur une demande croissante, ce qui baisse les coûts unitaires de l'offre du produit devenu un « produit vache à lait » suivant les analyses de l'actuel marketing stratégique. Et les frais d'administration étaient en quelque sorte partagés avec l'Empire devenu « l'agent » des chrétiens (théorie de l'agence où le PDG n'est que le mandataire des propriétaires, à savoir les actionnaires).

Cependant, pour détenir le maximum de « parts de marché » et tendre au « monopole » de la part bénite, il faut disqualifier les concurrents. Cela demande du temps et repose sur une bataille idéologique. Pour ce faire, la Catho attaquera les pharisiens juifs, dont pourtant elle était très proche (phénomène analysé par René Girard dans la « violence mimétique » qui est d'autant plus grande que la ressemblance peut faire craindre de perdre son identité), pharisiens ou judaïsme populaire et égalitaire qui avait remplacé les sadducéens à la chute du Temple de Jérusalem en 70 par Titus, entraînant une dispersion des juifs. Sans craindre les anachronismes et en réécrivant l'histoire, la Catho les accusa de tout et notamment d'être un peuple déicide. De même, fallait-il éradiquer les hérésies qui ne manquèrent pas d'apparaître à cause, notamment, de l'écart grandissant entre le vœu de pauvreté et la richesse de l'Église et de ses pasteurs. Car les hérésies risquent de conduire le demandeur à se tromper, l'offreur pouvant ainsi recruter de mauvais clients (« sélection adverse »).

Mais le créneau de la charité et de l'aide sociale (que les Romains avaient commencé



d'institutionnaliser (théorie économique des institutions [Ronald Coase] qui structurent le marché et le font exister) avec les jeux du cirque et la distribution de nourriture aux pauvres) coûte cher même si ce fut une préfiguration de l'État-providence (l'État fait partie des structures qui permettent « la régulation » du pacte social) : hospices, orphelinats, hôpitaux, léproseries. Il faut monter une « pompe à phynances » comme disait le père Ubu. Et là, peu à peu, l'Église innova grandement (ah, l'innovation chère à Schumpeter ! et, en outre, innover c'est détenir un monopole sur le nouveau produit tant qu'il n'est pas imité). On installa le célibat des prêtres (ce qui est un désavantage dans le marché puisque les juifs cléricaux pouvaient se marier, comme plus tard les imams). Mais pendant très longtemps ce fut une efficace stratégie financière car les curés ne pouvant pas avoir de descendance (officielle, du reste l'Église s'est illustrée dans le népotisme par lequel les papes et les évêques dotaient richement leurs neveux, voire leurs propres enfants naturels qu'ils faisaient passer pour leurs neveux) susceptible d'hériter, leurs biens tombaient dans le patrimoine de l'Église. Ainsi se développèrent les fameux biens dits de « mainmorte ». La calotte fit aussi la chasse à la sexualité. Les vierges entraient dans les couvents de même que les moines dans les monastères, évidemment sans descendance. Les riches veuves furent incitées à les rejoindre avec, évidemment, leurs biens et leurs héritages. On proscrivit leur remariage. La sexualité maritale fut rigoureusement encadrée afin de limiter les naissances et donc pour éviter le partage des héritages au profit des moniales, des curés, des moines. D'après certains calculs (par suite des interdictions de sexe : pas le dimanche ou les jours fériés, pas pendant la grossesse, etc.), le chrétien ne pouvait faire l'amour que trois ou quatre fois par mois, ce qui conduisait à la dépopulation compte tenu de la faible espérance de vie et de la mortalité infantile. On finit par instituer un impôt, la dime (le dixième), qui était très lourd. On inventa la vente de reliques (avoir des reliques dans une église attirait les pèlerins, les premiers touristes), de « bénéfices » (revenus des monastères ou des évêchés à partir des propriétés foncières et immobilières), d'indulgences (remise d'une partie des péchés véniels, la notion de péché véniel étant tardive et liée à l'invention du purgatoire qui n'existait pas dans les premiers temps, belle invention imaginée pour ne pas désespérer Billancourt [du reste, quitte à déjà être maudit pour l'enfer, pourquoi ne pas continuer de se mal conduire ?]), etc. Comme quoi si l'économie n'explique pas tout, la théologie non plus ! C'est dans ce contexte qu'il faut partiellement relire le conflit entre Byzance et Rome au sujet de l'interdiction des images de Dieu (comme chez les juifs ou les musulmans) par les orthodoxes. Cela enlevait aussi un fructueux commerce d'images saintes à l'Église. Cela éclaire la « simonie » ou vente de bienfaits religieux par l'Église et son clergé, qui nous valut des réactions telles que celles de Luther.

Ça s'est gâté en ce qui concerne les relations entre les pouvoirs spirituel et temporel, entre le pape et l'empereur. Certes, le conflit était en quelque sorte structurel : au nom de l'*auctoritas* (autorité spirituelle) supérieure à la *potestas* (pouvoir politique et temporel), le pape avait fini par s'arroger la *plenitudo potestatis* (plénitude du pouvoir). Cette monopolisation sera abandonnée par l'Église elle-même quand les rois et empereurs durent assurer l'ordre politique chez eux à l'encontre des conflits entre religions. Le protestantisme s'était répandu dans tout le nord de l'Europe, notamment parce que Luther et Calvin avaient fortement abaissé les droits d'entrée dans la religion : mariage des pasteurs, plus d'impôts religieux, libre interprétation de la Bible sans passer par le clergé.

• Comme, par ailleurs, Luther avait pris le parti des princes contre les pauvres (voir sa position contre la révolte menée par Münzer), en faveur du pouvoir (l'individu n'ayant qu'à se cantonner à sa propre formation sans s'occuper de politique ; on a vu ce que cela a donné en 39-45, seule la Bavière catholique ayant un peu résisté), les princes s'étaient eux-mêmes convertis. En dehors des querelles théologiques, on était parvenu à une concurrence épuisante pour les assujettis entre les impôts cléricaux et les taxes royales. On ne pouvait plus continuer de tondre les moutons deux fois. Rois et religieux entrèrent en guerre pour la taxation du peuple, ce qui conduisit à une très forte baisse de rendement du marché de la part bénite. On finit par en revenir au denier de saint Pierre, obole volontaire. La République fut bonne fille : elle nationalisa les bâtiments mais en laissa la libre disposition à l'Église.

Et l'aventure continue. Le marché de la part bénite est redevenu aujourd'hui très concurrentiel car il n'y a presque plus de religion d'État et que ce sont les individus qui désormais font leur marché. L'islam bénéficie d'avantages concurrentiels depuis le début mais l'Occident était parvenu à le cantonner à l'Orient même s'il a fallu attendre 1492 pour récupérer toute l'Espagne.

Charles Martel l'avait arrêté à Poitiers en 732. Byzance lui résistera jusqu'en 1453. Vienne, assiégée deux fois par les Turcs ne tombera pas, et la Russie stoppera les avancées des Turcs vers l'est. Aujourd'hui, la religion musulmane est pleine d'attraits concurrentiels (pour les mâles, etc.) : cinq obligations (le ramadan, la profession de foi, l'aumône, le pèlerinage à La Mecque, la prière) peu astreignantes, l'auto-interprétation du Coran sans passer par un clergé, la glorification de la sexualité (don de Dieu), la répudiation, la polygamie, le mariage des imans et autres religieux. Comme le capitalisme ne tient pas ses promesses de bonheur (comme dans les religions, c'est toujours demain que cela ira mieux !), les populations essaient de compenser par la recherche de spiritualité pourvu que cela respecte leur individualisme.

En mal d'identité, stressé, l'homme atomisé, soumis au capital, cherche des valeurs refuges. L'offre ne manque pas : islam, bouddhisme, hindouisme, judaïsme, évangélisme d'Amérique, fondamentalisme étatsunien, amishs et christianisme en tout genre. Il y a en plus, en concurrence pour la part bénite, les sectes de tout poil : Moon, scientologie, mormons, témoins de Jéhovah, raéliens, etc. Il y a aussi toutes les médecines psy qui visent à adapter les gens à leurs souffrances dans un monde ultracompétitif au détriment de la psychanalyse qui essaie de leur faire découvrir les raisons profondes de leurs angoisses. L'imagination est sans limites : cri primal, analyse transactionnelle, neurobiologies, etc., toutes tirées de méthodes comportementalistes à la Pavlov.

D'où une deuxième loi du capital (la première est : plus il accroît les inégalités, plus la répression augmente) : plus l'insécurité grandit, plus le bonheur matériel croît, plus la demande de prothèses spirituelles est surdimensionnée. Et un troisième axiome : plus le capital s'unifie, s'uniformise et s'étend à toute la planète, plus il lui vaut mieux, pour assurer son règne sans partage, que les populations se divisent religieusement ou idéologiquement et vaquent à leurs croyances.

Individualisme et communautarisme sont les deux mamelles du capital. Malraux avait dit que le XXe siècle serait spirituel. Ce n'est sans doute pas dans le sens qu'il envisageait... Mais comme l'écrivait Racine : « Plus le désir s'accroît, plus l'effet se recule. »

J. L.

L'ascenseur social

la France d'en bas la France d'en haut

Depuis un certain temps, les médias télévisés et les journaux relayent le message des sphères de l'État français au sujet de la France d'en bas et de la France d'en haut sans oublier l'ascenseur social. Mais, en fait, qu'est-ce qu'ils y connaissent ces gens-là, à la France d'en haut et à celle d'en bas ?

Réponse en quatre lettres : R I E N !

Nous, par exemple, on habite dans une grande barre de trente étages construite dans les années 60-70 par les grands-parents de l'autre côté du périph'. Et, comme par hasard, on crèche au dernier, on fait partie de ces gens qui habitent la « France d'en haut » à l'inverse de Matignon ou de l'Élysée qui ont cinq étages au maximum. Autrement dit, la « France d'en bas », celle du rez-de-chaussée, de la rue, celle qu'ils nous ont volée, celle qui est remplie de voitures à gyrophares accompagnées de bonhommes aussi intelligents que mon paillasson (sans insulter ce dernier, ça va de soi), ceux à qui on envoie lors de révoltes sociales, justifiées, nos vieux frigos. Là, je vous jure qu'ils comprennent « France d'en bas » et « France d'en haut » !

Il suffit de retourner quelques années en arrière (« Je vous parle d'un temps que les de moins de vingt ans ne peuvent pas connaître... » ; de toute façon, qu'est-ce que les jeunes en ont à péter du temps ? Réponse en quatre lettres : R I E N !) ; dans ce Paris ouvrier, ce Paris des prolos, des pauvres, des rejetés de la société, ceux-là mêmes qui vivaient dans les étages (le rez-de-chaussée étant réservé aux personnes ayant un certain revenu, la « France d'en bas »). Pour s'apercevoir qu'une fois encore, la « racaille », la « vermine » dort dans les étages, là où l'eau potable ne monte pas et où les logements (un mot décidément très à la mode en ce moment !) étaient étroits et pourris, et de nouveau on retrouve notre « France d'en haut ».

En cours d'histoire, au collège, on nous enseigne qu'en 1789 et des brouettes, des « révolutionnaires » avaient aboli les « privilèges », et viré les « nobles ». Mais force est de constater que l'histoire a bogué :

De nos jours, le Premier ministre est un de ces « de », et le ministre de l'Intérieur est un duc d'un comté appelé Neuilly, il est donc normal que ces gens-là nous parlent de « France d'en haut » et « France d'en bas », la monarchie a juste changé de nom (c'est pas François Mit... qui viendra nous contredire !). Les élites sont toujours là, et les serfs aussi. Dans leur « France d'en haut », il y en a que nous avons oublié de citer mais à qui on voue une haine sans merci : ce sont les curés. (Avec leurs cloches qui nous fracassent les oreilles dès qu'un gosse se fait tremper le cul dans un bénitier, les imams avec leurs magnifiques appels à la prière ou encore les bouddhistes avec leurs clochettes, gongs et autres instruments chelous.) Tous ont construit des monuments qui le plus souvent dominent les habitations du petit peuple, histoire de nous prendre de haut, et de nous prendre dans tous les sens du terme...

De toute façon, un jour, vous tomberez de haut, de très haut, et là vous comprendrez mesdames et messieurs les « boss » que la France d'en bas, notre France d'en haut, vous avait prévenus depuis longtemps.

Plus dure sera votre chute !

Revenons un peu à notre bel immeuble de trente étages, pour prendre l'ascenseur, leur ascenseur social ! Cet ascenseur qui est censé nous faire monter dans les sphères de la société (pas de bol avec nos gueules et nos noms, partout on nous dit que l'on ne fait pas l'affaire, que nous avons les compétences mais que nous manquons d'expérience, ça ou d'autres conneries, enfin bon on s'comprend).

Entre nous, vous n'êtes pas d'accord ? Et de toutes manières, qu'est-ce que ces merdes y connaissent aux jeunes ? Réponse en quatre lettres : R I E N !

En rentrant des courses, on arrive devant l'ascenseur et, comme vingt jours par mois, une petite feuille est scotchée sur la porte « HS » : Haute Sécurité ? Haute-Savoie ? Humeur Sarcastique ? Hors Service ? Haute Société ? Rien de bien intéressant ma foi sauf pour les montagnes ! Nous voilà comme des cons, résignés à grimper pour atteindre la « France d'en haut ». Au fur et à mesure que l'on monte, on passe par l'ANPE, avec son nouveau logo à plusieurs millions, par les Assedic, par le RMI (de toute façon, lui, dès qu'on aura 25 ans, il sera notre seul revenu), par le RMA, et dans ces escaliers pourris on croise CNE, le petit nouveau du 15e étage, bien entendu on le pousse pour qu'il se casse la gueule dans les marches.

Monte, monte, monte petit, un jour tu seras si haut qu'à tous ces connards la seule réponse que tu pourras leur adresser sera un gros doigt et une révolution qui changera à jamais cette société avec un ascenseur qui ne mènera qu'au rez-de-chaussée.

Leskin Dand'ré

Secret et violence

Pierre Sommermeyer

Georg K. Glaser, *Secret et violence, chronique des années rouge et brun (1920-1945)*, collection Marginales, éditions Agone, 2005, 570 p., 25 euros.

Voici un livre dont on ne peut parler sans mentionner les péripéties de sa publication. Il a été écrit dans l'immédiate après-guerre. C'est sa publication en France par Maurice Nadeau en 1951 qui permettra CELLE en Allemagne puis en Hollande, alors qu'un éditeur germanique est en possession du manuscrit depuis trois années, sans succès. L'auteur, au moment de la publication de cet ouvrage, est proche de certains milieux libertaires. André Prudhommeaux présentera alors cet ouvrage dans plusieurs revues. La préface de la présente édition est la synthèse de deux articles publiés alors par ce futur collaborateur du *Monde libertaire*, à partir de 1954. Prudhommeaux annonçait cette édition en ces termes : « Le livre que l'Allemagne attendait depuis la chute de Hitler vient de paraître en France, en langue française sous la plume d'un Allemand naturalisé français. »

Les temps ont bien changé depuis. Il y a eu un nombre incalculable d'ouvrages historiques, politiques ou personnels publiés depuis. Pourtant, il y a dans ce livre autre chose. Certes, le rappel permanent, sous prétexte de devoir de mémoire, de la montée du nazisme est le plus souvent lassant. Il faut pourtant passer par-dessus cette irritation et prendre ce livre en main, au risque de ne plus le lâcher. Ce n'est pas un essai. Ce n'est pas une autobiographie. Ce n'est pas un roman. C'est tout cela à la fois.

Le lecteur plonge, ou plutôt coule, dans le monde de l'extrême pauvreté de la République de Weimar, de la fin des années 20 au début des années 30. Avec l'auteur, nous passons de maison de correction en maison de correction, de taudis en taudis. Seul espoir pour ceux qui refusent de couler définitivement, le « Parti ». Tout au long de ce livre, nous allons accompagner Glaser dans cette quête sans fond. Nous allons partager ses espoirs, ses illusions, malgré le fait que nous sachions ce qu'il en est de ces espoirs et de ces illusions.

Au tout début, l'auteur nous livre, presque involontairement, les raisons de son choix politique. Il fréquentait alors en même temps anarchistes et communistes. Il pose cette question aux anarchistes : « Que ferons-nous, nous, l'avant-garde des exploités, quand nous aurons abattu la vieille société ? » La réponse que le héros reçoit est celle que nous aurions pu donner alors et qui serait toujours valable aujourd'hui : « Nous pourrons enfin vivre une existence d'homme digne de ce nom. » Ce que notre héros, Valtin, refuse car il a peur de devenir un bourgeois. Il déclare alors : « Une seule chose serait digne de nous : mourir en beauté ! » La réponse des anarchistes à cette déclaration définitive lui semble un rire infernal.

Ce choix de l'héroïsation d'une vie et de la mort comme récompense le mène au Parti communiste allemand. Il entre alors dans une mystique dont il ne sortira au fond jamais. Nous le suivrons pendant toute la première partie du livre, dans une escalade de l'action pour l'action qu'il ne comprend pas très bien lui-même. Elle est vitale pour lui. En même temps, Glaser nous livre une peinture des dernières années de la République de Weimar absolument désespérée. La lutte dans la rue devient de jour en jour plus violente. Les affrontements avec les groupes nazis sont sans aucun répit. Mais nulle part une interrogation sur le bien-fondé de la stratégie décidée en haut lieu ne se fait jour. Les critiques qui apparaissent ne portent que sur l'absence de radicalité du centre. Pour le reste, « nos rapports avec le Parti étaient exclusivement déterminés par l'amour, l'espérance, la foi et la confiance ». Le rêve d'une Russie réellement socialiste est présent dans toute cette première partie. Le questionnement apparaît à la fin de la République où les syndicats liés au Parti communiste en accord avec les syndicats bruns entreprennent une grève contre des syndicats « libres », c'est-à-dire dépendant du parti social-démocrate.

Ce qui est frappant dans ce livre est la description que Glaser fait de la grande peur.

Le 30 janvier 1933, un gouvernement de coalition, avec Hitler à sa tête, voit le jour. L'Allemagne retient son souffle. Un mois plus tard, le Reichstag flambe. Hitler retourne le geste exemplaire de Van der Lubbe à son profit. Le Parlement est dissous, les communistes hors la loi. Les élections du 3 mars donnent 17 millions de vote aux nazis et 14 millions au mouvement ouvrier. Entre ces deux dates, le mouvement ouvrier et la gauche allemande s'autodissolvent sans bruit. Les groupes d'assaut, « Rote Frontkämpferbund » (communiste), « Die Eiserne Front » (socialiste), qui se partageaient le pavé allemand dans la lutte contre les nazis, n'existent plus. Le suffrage universel a eu le dernier mot. La résistance s'efface devant le résultat des urnes. On peut a posteriori avancer que l'accord germano-soviétique n'était pas étranger à ce renoncement, mais au moment où cela se passe, c'est l'incompréhension qui domine ; et c'est l'impression que nous transmet Glaser. Son héros, Valtin, prend la route de l'exil. Ce sera Paris.

Devant les difficultés rencontrées, d'une part, et, d'autre part, l'illusion que Hitler ne va pas pouvoir tenir, il va tenter un retour en Sarre.

Depuis la fin de la guerre de 14-18, la Sarre, pays des forges et des mines, est sous mandat de la Société des nations, les mines de charbon appartenant à la France. Quand Hitler accède au pouvoir, ce territoire ne lui appartient pas encore. Il va falloir qu'il attende deux années, le 13 janvier 1935, pour qu'un référendum vote à une énorme majorité, 90 % des suffrages exprimés, le rattachement à l'Allemagne. Essayant de survivre comme il peut, Valtin va attendre, désespéré (« C'était la cause qui m'avait abandonné »), comme tous les autres exilés de l'intérieur, que ce référendum les jette définitivement sur les routes de l'exil.

Notre héros va vivre les cinq années qui précèdent la guerre, dans un petit village de Normandie. Il va s'intégrer dans une usine comme ouvrier métallurgiste, lui qui n'avait pas de métier. Il va s'intégrer dans la société française, lui qui n'avait pas de patrie. Il va se marier. Le militant communiste, extrémiste qu'il était, tente par tous les moyens de se faire oublier. La défaite de la gauche allemande pèse trop lourd pour pouvoir continuer à militer. Victoire de l'intégration, il est incorporé, part sur le front, tente d'échapper à l'encerclement de Dunkerque pour rejoindre l'Angleterre, mais est pris et passe le reste de la guerre dans un stalag jusqu'à la libération.

Toute cette période est curieusement décrite, sans que l'on sache vraiment s'il ne s'agit pas au fond d'une façon d'expier l'échec politique.

Dans ce livre, tellement attachant, pas une fois il n'est fait mention de l'antisémitisme nazi. Comme si cela n'avait pas été important. Comme si au fond cela n'avait pas été autre chose qu'un épiphénomène. La préface écrite par André Prudhommeaux, fusion de deux écrits différents, semble, pour la partie non biographique, assez étrangère au roman. Lyrique, elle évoque une « âme rebelle s'élevant sous les coups malgré les coups », ce qui est parfaitement conforme au récit ; de là à avancer que cette âme s'élève « jusqu'à cette hauteur d'anarchisme non violent où les êtres perdent de leur opacité » me fait me demander si nous avons lu le même livre.

Ce roman se termine par une ode au Parti. Il faudrait citer complètement l'antépénultième page. Prenons-y juste trois courts passages :

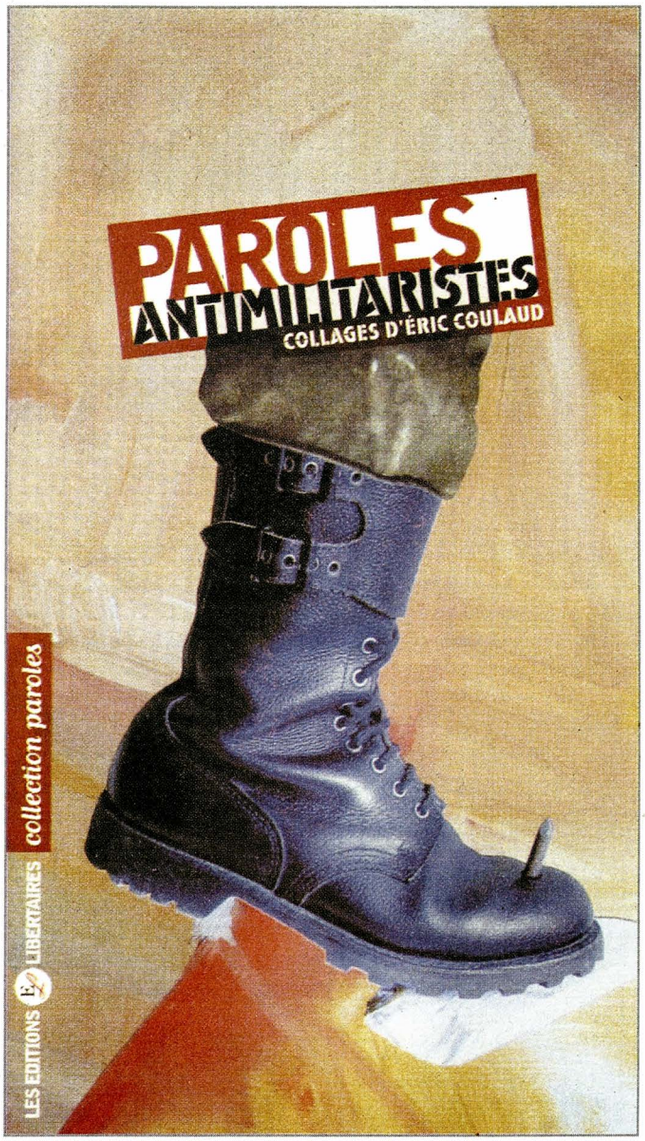
« Je comprenais maintenant que le Parti n'avait pas été infidèle à lui-même. »

« La lutte du Parti n'était qu'un épisode dans le cadre d'un des plus grands bouleversements. »

« Conquérir, commander, c'est la mission des organisations. »

On touche ici du doigt la servitude volontaire du dévouement du militant communiste : « Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti ». Possible, mais ce n'est pas le mien. **P. S.**

Paroles antimilitaristes



Paroles antimilitaristes

La collection Paroles des éditions libertaires s'étoffe. *Paroles antimilitaristes* vient de sortir : un livre pour ne jamais marcher au pas.

« Aux mains de l'individu, la force s'appelle Crime. Aux mains de l'État, elle se nomme Droit. » Cette citation de Max Stirner accompagne un collage d'Éric Coulaud. On y voit un corbeau au bec sanguinolent posé sur le poignet d'un poilu sans visage.

Sur une soixantaine de pages, collages et citations se répondent Libertad, Eugène Bizeau, Louis Lecoin, Boris Vian, Gaston Couté, Michel Bakounine, Georges Yvetot, etc. mais aussi Eugène Pottier, Georges Clemenceau (du temps de sa jeunesse), Oscar Wilde, Victor Hugo, Pierre Desproges, Albert Einstein, se trouvent réunis pour dénoncer l'école de l'ivrognerie, de la stupidité, du vice et de la lâcheté. Pour Tolstoï, « les soldats sont des fauves dressés à mordre n'importe qui ». Simplement armé de ciseaux et de colle, Éric Coulaud confirme. Soldat hight-tech croisé avec un singe, tickets de boucherie de grande surface qui inondent un champ de bataille, bébé assis sur des bâtons de dynamite, vieux fusil brisé, papiers militaires brûlés, troupes piétinant des steaks saignants, avions de chasse survolant des batailles moyenâgeuses, scènes croisées de toutes époques, de toutes régions du monde... Tout est là pour hurler : « Guerre aux guerres ! »

Anar individualiste, cheminot, Éric Coulaud a créé, en 1997, sur Internet, le passionnant site Éphéméride anarchiste. Des centaines de biographies accessibles en quelques clics. Éric a aussi des talents artistiques. Il les met notamment au service de la revue *Anartiste*. Avec *Paroles antimilitaristes*, il associe engagement et création pour rappeler cette évidence : tant qu'il y aura des armées, il y aura des guerres. À bas toutes les armées !

Paco

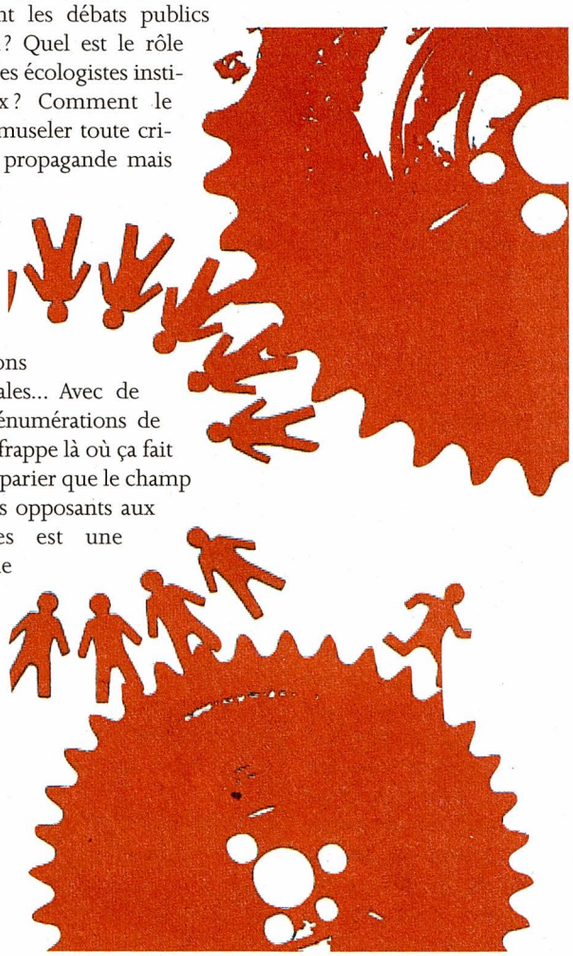
Collectif, Paroles antimilitaristes, Éditions libertaires, 13 euros. Infos et commandes : editionslibertaires@wanadoo.fr

Pour visiter la galerie virtuelle d'Éric Coulaud : http://ytak.club.fr/ericpage1.html

Pour aller sur l'Éphéméride anarchiste : http://ytak.club.fr/index.html

Le Métroscoop

Ce qui se définit comme « Le vrai journal des opposants aux nécrologies grenobloises » est une publication qui a véritablement le don de mettre un coup de pied dans la fourmilière. Alors que Grenoble est en passe de devenir la Silicon Valley du Sud-Est, les opposants locaux à la marotte des nano-technologies ont su faire là un travail des plus intéressants : en attaquant sur le fond de ces nano-technologies, ils ont su mettre en lumière les liens entre cette recherche que l'on nous présente comme allant apporter le bonheur à l'humanité et les applications militaires, la vivisection, et les véritables buts de ces études. Nucléaire, armée, industriels, technocrates et politicards se voient épinglés à coups d'infos autant assassines que véridiques. À travers la mise en avant des liens multiples et variés entre le milieu des gouvernants, des technocrates et des médias, le *Métroscoop* dresse un tableau accablant et sans appel de ce qui se passe dans la cuvette grenobloise qui n'a jamais aussi bien porté son nom... Mais au-delà de la simple question technologique, c'est bien de politique dont il s'agit : qui prend les décisions ? Aux ordres de qui sont les médias ? Comment les débats publics noient le poisson ? Quel est le rôle plus que trouble des écologistes institutionnels locaux ? Comment le pouvoir tente de museler toute critique à coups de propagande mais aussi de perquisitions chez les supposés opposants ? Autant de questions qui dépassent largement les questions locales et régionales... Avec de scitations et des énumérations de faits, le *Métroscoop* frappe là où ça fait mal... et l'on peut parier que le champ d'investigation des opposants aux nano-technologies est une vaste tâche et une source de réflexion qui n'est pas prête de tarir...



Contact : association des opposants aux nécro technologies grenobloises, 45, montée de la Rua, 38 140 Renage.

La klinik du Dr Schultz « Rock'n'roll de proximité »

Voici enfin la version plus étendue (sur CD) de l'excellent vinyle dont nous vous parlions il y a quelques semaines. Cette fois-ci, pas moins de vingt standards du rock (et du reggae) revisités à la sauce de ce trio de Montreuil... un vrai petit régal. Disponible chez Patate Records, 57, rue de Charonne, 75011 Paris. manu@pataterecords.net

The last day of Icarus

Là, on change de registre, car même en restant dans le rock, ce jeune groupe de Rouen développe un rock teinté d'ambiances tantôt planantes tantôt saturées et violentes, servies par un chant hurlé. Une musique contrastée, qui slalome entre les styles sans jamais se brûler les ailes en flirtant avec les stéréotypes. En plus de ça, le graphisme qui entoure le projet de ce trio est assez classe et original. Pour vous procurer leur CD 6 titres, contactez-les par courriel : damien@thelastdayoficarus.com ou bien allez visiter leur chouette site internet : www.thelastdayoficarus.com

C.Q.F.D.

Une compilation de soutien au mensuel de critique sociale *C.Q.F.D.* est en préparation.
Un projet qui devrait aider le journal, l'argent étant aussi le nerf de la guerre de classes...

Vidange

Fanzine dont seul le numéro 1 nous est tombé entre les mains... Celui-ci a une mise en page claire et agréable à lire et développe des thématiques diverses à travers des argumentations et points de vues libertaires : pas mal de textes autour de la thématique de la technologie industrielle et de ses nombreux travers aboutissent à un ensemble plutôt pertinent et rudement bien ficelé pour une si jeune revue, même si le recul manque un peu dans l'analyse d'Action Directe (qui tombe malheureusement dans la mythification convenue plutôt digne de l'extrême gauche...). Vidange, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. vidange@dune2.info/http://vid.ange.free.fr

Les rencontres de la librairie du Monde libertaire

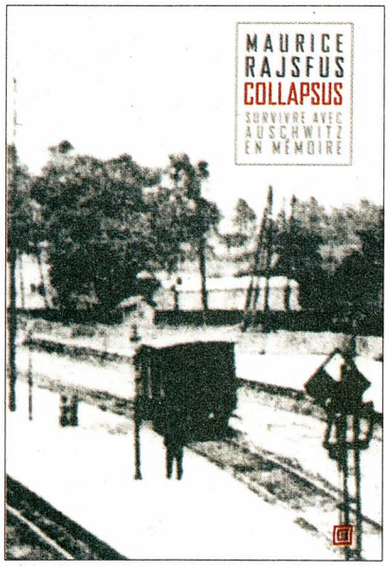
Samedi 21 janvier à 16 h 30

Les rafles de Papon à Sarkozy avec Maurice Rajsfus, historien et militant.

Né en 1928, Maurice Rajsfus est président de l'Observatoire des libertés publiques, il est l'auteur de nombreux ouvrages de référence sur la police et la Seconde Guerre mondiale.

Maurice Rajsfus a dû subir le port obligatoire de l'étoile jaune et surtout la rafle du Vél' d'Hiv' du 16 juillet, qui enlève ses parents qu'il ne reverra jamais.

Bibliographie : *Collapsus* (2005), *Opération étoile jaune suivi de Jeudi noir* (2005), *la Libération inconnue* (2004), *l'Affaire Pascal Taïs* (2004), *Face à la marée bleue* (2004), *le Vocabulaire policier* (2003), *La France bleu marine de Marcellin à Sarkozy* (2005), etc.



Samedi 28 janvier à 16 h 30

Des membres du collectif Erica Fraters viendront vous présenter le livre *Réfractaires à la guerre d'Algérie 1959-1963*.*

Quarante ans après la guerre d'Algérie, un groupe d'anciens réfractaires et solidaires décident de témoigner. Ce livre nous apprend comment ils ont décidé ensemble de dire non et d'attiser une conscience, si actuelle, de la désobéissance civile comme forme incontournable de toute civilisation humaine...

C'est avec certains de eux qui ont choisi de dire non que vous pourrez discuter et débattre ce samedi.

* *Éditions Syllepse. p. 18 euros.*

La librairie du Monde libertaire

145, rue Amelot, 75011, Paris, métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire ou République

Une librairie avec plus de 4000 titres sur l'anarchisme, la Commune, la révolution russe ou espagnole, le roman noir, la pédagogie, la littérature prolétarienne, etc.

Un lieu militant où l'on retrouve des camarades, et où se tiennent régulièrement des débats et rencontres liés à l'actualité littéraire ou sociale.

☐ **Je désire être au courant des débats et nouveautés par courriel.**

Courriel _____

Bulletin à remplir et à envoyer à l'adresse de la librairie ou en nous écrivant à publico@no-log.org

Vous allez lire...

Cette semaine à la librairie

Panaït Istrati
Œuvres, tome I (*Kyra Kyralina, Oncle Anghel, Présentation des haïdoucs, Domnitza de Snagov, Codine, Mikhaïl*), 800 pages, 14,50 €

Jean-Manuel Traimond
Dissection du sadomasochisme organisé, approches anarchistes
220 pages, 14 €

Michel Bakounine
La Commune de Paris
100 pages, 12 €

Jean-Luc Debry
Pierre Pirotte ou le destin d'un communard
210 pages, 16 €

William Godwin
Enquête sur la justice politique
624 pages, 25 €

Tous ces livres sont arrivés ces jours-ci à la librairie du Monde libertaire. Pour les recevoir, il suffit de nous adresser un chèque du montant total de la commande (+ 10 % de frais de port si vous n'êtes pas encore abonné au *Monde libertaire*) à :

Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot, 75011 Paris

Pas de quartier !

La librairie du Monde libertaire reçoit Maurice Born, auteur de *Pas de quartier* (Atelier de création libertaire), vendredi 20 janvier à 18 heures.

Alors que les questions d'urbanisme et d'« exclusion » refont surface avec la crise des banlieues, Maurice Born, architecte, environnementaliste, ethnologue et autres, résiste.

L'exclusion, justement, il n'y croit pas. Au contraire, pour lui la société fonctionne en incluant, de manière totalitaire, tout ce qui dépasse – ou même ne dépasse pas –, en mettant en cases et en cage les individus, les actes et les pensées.

Pour Maurice donc, la marge fait partie de la page, et la page n'est pas belle à regarder : exploitation, oppression, précarisation et dévalorisation du travail.

De modernité, une seule : la servitude nouvelle.

Librairie du Monde libertaire,
145, rue Amelot, Paris 11e
M° Oberkampf, République
ou Filles-du-Calvaire

Tolérance zéro, la guerre aux pauvres

Les contrôles généralisés, les morts de froid, les rafles de sans-papiers, la répression policière, les expulsions des logements, les expulsions du territoire...

L'augmentation du chômage et le trucage des statistiques, la lutte contre les chômeurs plutôt que contre le chômage, la précarité généralisée, les ordonnances Villepin – CNE, contrat défense, etc. –, la haine médiatique, l'arrogance des « représentants » politiques, la discrimination sous toutes ses formes...

L'intoxication médiatique autour du référendum du 29 mai, la casse des acquis sociaux, la privatisation d'EDF, l'augmentation du prix du gaz, la privatisation des autoroutes au moment où elles deviennent rentables...

La fermeture d'hôpitaux, la détérioration des prestations de la Sécu, l'augmentation du tarif des soins...

L'intervention du GIGN et du GIPN contre les grévistes à Marseille et à Bègles, la remise en cause du droit de grève via le service minimum, la criminalisation des mouvements sociaux, des lycéens aux anti-biométrie, les lois Sarkozy, véritables remises en cause des libertés individuelles et collectives, la construction de prisons...

L'état d'urgence et les couvre-feux, la loi du 23 février sur le rôle positif de la colonisation...

Depuis 2002, date à laquelle la droite a été élue avec l'appui de la gauche pour faire barrage à l'extrême droite, 16 des 30 propositions de campagne du Front national ont été appliquées. Elles concernent principalement l'immigration, la police et la justice.

Réunion publique

mardi 31 janvier
à partir de 20 heures

Au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, à Ivry, M° Pierre-Curie, à l'invitation du Groupe libertaire d'Ivry (FA)

Radio libertaire

Jeudi 19 janvier

Si Vis Pacem de 18 heures à 19h30 : sauver les pacifistes colombiens. Invité : un membre de Redes Juveniles.

Vendredi 20 janvier

Enjoy Polar : de 12 heures à 13 heures émission hebdomadaire sur le polar et la littérature noire, invité : Martin Winckler pour *Camisoles* (Fleuve Noir).

Place aux fous de 13 heures à 14h30 : Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Le groupe Cactus (avec chronique), et 2de partie sur Michel Bakounine.

Samedi 21 janvier

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier 10 heures à 11h30 : Interview de Fredo des Ogres de Barback.

Chroniques rebelles de 13h30 à 15h30 : Au pays d'Héloïse, Ngo Van (L'Insomniaque).

Dimanche 22 janvier

Ni maître ni dieu, de 10 heures à 12 heures, émission de la Coordination des libres penseurs, invitée : Annie Lacroix Riz, thème : des bienfaits de la colonisation à la canonisation de Pie XII : la recherche de l'historien entre loi et blasphème.

Tempête sur les planches 14 heures à 15h30 : Tempête historique : Thomas More, Machiavel et Montesquieu en scène.

Mardi 24 janvier

Des oreilles avec des trous (dedans) de 17heures à 18 heures : horizons de tous poils. Thème : la science-fiction. Avant-gardes feintées ou prétentieuses, simple jeu ou véritable anticipation. Les musiciens ont souvent joué avec la science-fiction.

Mercredi 25 janvier

Femmes-libre de 18h30 à 20h30 : Féminisme et laïcité avec Jocelyne Clarke.

Jeudi 26 janvier

Si Vis Pacem de 18 heures à 19h30 : la guerre chez les peuples premiers. Invité : Survival International.

89.4 MHz
en région parisienne
federation-anarchiste.org/rl/
dans le reste du monde

agenda

Jeudi 19 janvier
Merlieux (02)

Le groupe Pierre-Kropotkine de la FA reçoit Lucio Urtubia de 18 heures à 21 heures à la bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. On y parlera de son livre *Ma morale anarchiste,* paru aux Éditions libertaires, en 2005. Apéro, table de presse sur place. Entrée libre.

Vendredi 20 janvier
Bordeaux

À 19 heures : apéro-concert de soutien à la lutte zapatiste, avec Élusive (duo guitare et projections), Martin et Dubois (duo guitare et batterie), Troïka (grind) et Sin Cabesas (rock instrumental) ; organisation : collectif Chiapas. Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, Bordeaux (librairiedumuguet@wanadoo.fr).

Besançon (25)

Rencontre et débat autour de la présentation du n° 12 de *Charivari,* revue bisontine de qualité. Pour cette soirée du 20 janvier 2006, le débat portera sur la notion de service public. Rendez-vous à 20 h 30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Paris 11e

Forum avec Maurice Born, auteur de *Pas de quartier,* à partir de 18 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M° République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Samedi 21 janvier
Dijon (21)

Le groupe libertaire dijonnais organise une conférence-débat sur l'athéisme : « Peut-on encore s'opposer à toutes les religions ? », avec Jocelyn Bezecourt, animateur du site www.athéisme.org, et coauteur des ouvrages *la Page noire du christianisme, 2000 ans de crimes, terreur, répression et regards sur l'obscurantisme religieux et la nécessité de le combattre.* À 15 heures à l'hôtel des Sociétés, salle Joliet, 7, rue du Docteur-Chaussier.

Bordeaux (33)

À partir de 16 heures : rencontre avec les enseignants de l'école autogérée Jacques-Prévert, avec projection et débat sur l'éducation (organisation : la Clé), Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, Bordeaux (librairiedumuguet@wanadoo.fr).

Reconvilier (Suisse)

Manifestation et soutien aux ouvriers de Swiss-metal Boillat à l'appel de la Coordination anti-WEF de l'Arc jurassien. Départ de la manifestation à 14 heures devant la gare de Reconvilier. Concerts à 15 heures.

Paris 11e

Voir page 21.

Lundi 23 janvier
Paris 20e

Concert de Bruno Ruiz, pour la sortie de son album *Si* (en vente à Publico), avec le très beau texte dédié à son père espagnol qui passa la frontière comme tant d'autres compagnons en 1939 et connut la douleur d'être vaincu malgré la justesse de son combat. Au Vingtième Théâtre à 20 heures, 7, rue des Plâtrières, Paris 20e, métro Ménilmontant.

Mardi 24 janvier
Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste organise à la maison du Champ-de-Mars, 6, cours des Alliés, salle Gune, une réunion publique ayant pour thème : « Répression partout, justice sociale nulle part », sujet d'une actualité brûlante pour lequel nous faisons venir l'intervenant et invité Maurice Rajsfus.

Mercredi 25 janvier
Paris 11e

Un apéro-débat avec le groupe Idées noires de la FA autour de la « surconsommation » aura lieu à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, métros Oberkampf, Filles-du-Calvaire ou République, à 18 heures.

Samedi 28 janvier
Besançon (25)

Texte et musique à partir de Sœur de Nuit d'Anne-Gaëlle Jourdain. À cette occasion, des tableaux de la plasticienne, qui a illustré le livre, seront exposés à la libraire l'Autodidacte. Rendez-vous à 18 heures à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Rives (38)

Serge Utgé-Royo sera en concert Salle F. Mitterrand de la MJC, 96, rue Sadi-Carnot, à 20 h 30. Tarifs 16 euros, adhérents : 14 euros. Renseignement et réservations : 0475689115

Paris 11e

Voir page 21.

Mardi 31 janvier
Ivry-sur-Seine (94)

Réunion publique au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, à Ivry, M° Pierre-Curie, à l'invitation du Groupe libertaire d'Ivry de la Fédération anarchiste (Voir page ci-contre.)

SAMEDI 21 JANVIER 2006

au RAYMOND'S BAR 77 av e.michelin Clermont-Fd

CONCERT DE SOUTIEN POUR LES FAUCHEURS VOLONTAIRES

MARYLOU'S BAND / jazz

LUTIN TAMAR / quatuor acoustique

PANDEGO / musique brésilienne

SOUCHIA / chansons à textes

+ projection vidéo et table de presse

prix libre

O.G.M.

20.H